

Le front populaire de Jospin : licenciements, fermetures d'usines, terreur policière dans les banlieues...

Pour un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique qui se batte pour un gouvernement ouvrier !

Le front populaire de Jospin-Gayssot-Voynet, qui gouverne l'Etat capitaliste depuis quatre ans, est de plus en plus impopulaire. Ce gouvernement a été mis en place après les puissantes grèves du secteur public en décembre 1995 qui ont fait tomber le gouvernement de droite de Juppé. Comme tous les fronts populaires, c'est-à-dire des alliances entre des partis ouvriers et des partis capitalistes qui gouvernent dans l'intérêt du capital, ce front populaire-ci a fait son sale boulot. Il a attaqué les intérêts des travailleurs et servi ceux des capitalistes et il a déplacé les luttes des ouvriers des usines vers le parlement. La présence de soi-disant « socialistes » et d'anciens « communistes » dans le gouvernement ne sert qu'à déguiser la politique farouchement anti-ouvrière du front populaire de

Jospin, comme la loi sur les 35 heures, grâce à laquelle les heures supplémentaires ne sont plus payées malgré des horaires déments ; l'austérité capitaliste ; les fermetures d'usine et les licenciements les attaques contre les allocations-chômage et les retraites.

Au fur et à mesure que l'économie empire, l'Etat policier se renforce. Ce renforcement prend une coloration raciste particulière avec la ségrégation et la ré-



Sébastien Calvet

La colère gronde dans la classe ouvrière (ici, reconduction de la grève par les cheminots à Paris Gare de Lyon, le 6 avril). Contre le capitalisme, il faut une révolution socialiste.



pression contre les jeunes des banlieues, des jeunes d'origine immigrée dont les capitalistes français n'ont pas besoin en ce moment. Comme la bourgeoisie n'a pas de boulot à leur donner et qu'elle ne peut donc extraire aucun profit de leur travail, elle les considère comme un surplus social qu'il faut contenir avec une répression policière massive. La nouvelle campagne sécuritaire de Jospin doit être ce qui crée en ce moment le plus d'emplois en France. Il est en train de mettre en place une véritable armée de 5 000 flics supplémentaires (sans compter leurs « adjoints de sécurité » et indics) qu'il veut lâcher dans les rues des cités-ghettos décrépies des banlieues de toutes les grandes villes de France. Dans l'année qui vient de s'écouler de nombreuses émeutes ont éclaté, provoquées par la terreur policière contre les « deuxième génération », en majorité enfants d'immigrés

du Maghreb et d'Afrique occidentale. Il y a probablement 90 % de chômeurs parmi ces jeunes, mais l'Etat français, dans sa superbe hypocrisie, se garde bien, sous prétexte que c'est raciste, de publier des statistiques sur le chômage montrant dans quelle mesure il touche les différents groupes ethniques (en fait il ne faut surtout pas que la vérité apparaisse au grand jour!) Mais il y a d'autres statistiques : selon un rapport du MRAP de 1999, le nombre de jeunes incarcérés dans les prisons françaises a presque doublé dans la dernière décennie il est passé de 100 000 en 1990 à 172 000 en 1998. Si dans une société la jeunesse représente l'avenir, ce chiffre à lui seul indique qu'il faut balayer ce système!

La bourgeoisie française et son gouvernement voudraient nous faire croire que l'économie va bien et prétend, chauvinisme oblige, que les problèmes sont dus à la contagion étrangère, comme par exemple la fermeture des magasins britanniques Marks & Spencer, ou l'intrusion des fonds de pensions américains dans l'économie française. Ils font cela pour amnistier les patrons et capitalistes français et prôner l'unité avec eux. C'est du poison nationaliste et de plus

c'est une illusion chauvine: le Japon est dans une crise économique profonde ; les Etats-Unis sont en récession et l'Allemagne a des problèmes. Dans ces pays, des milliers de travailleurs sont licenciés, en particulier dans l'industrie. Les autres maillons de la chaîne impérialiste, comme la France, puissance de second ordre, ne peuvent guère échapper aux lois du capitalisme. Comme le disait Karl Marx dans *le Manifeste du Parti communiste*: « la grande

industrie a créé le marché mondial ». Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, elle est sans cesse et irrémédiablement secouée par des « crises commerciales qui, par leur retour périodique, remettent en question et menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise [...] ». Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises? D'un côté en imposant la

destruction massive de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond des anciens marchés. »

En somme, ce que les capitalistes proposent comme solution à leur crise c'est de la résoudre sur notre dos et d'augmenter le taux d'exploitation. Comme nous ne sommes pas des machines ou des animaux, ils ne peuvent le faire que dans la mesure où nous ne nous organisons pas pour résister à leurs attaques. Au fond c'est une question de conscience politique : ils cherchent à briser la solidarité dans le mouvement ouvrier en montant un groupe ethnique contre un autre ou les jeunes contre les vieux, les « citoyens » contre les « sans-papiers ». Ils ont aussi recours au front populaire, cette arnaque qui a fait ses preuves. Les directions traîtres de la classe ouvrière et les soi-disant socialistes y sont censés « représenter les ouvriers »... dans

Suite page 21



Le Parisien

27 janvier, Mantes-la-Jolie : les flics attendent les jeunes qui se sont bagarrés à la Défense. La bourgeoisie et son gouvernement veulent contenir la jeunesse d'origine immigrée, à laquelle ils n'ont rien à offrir, en renforçant la terreur policière.

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef: Herminio Sanchez Réalisation: Xavier Brunoy
Directeur de publication: Xavier Benoît Diffusion: Marc Guétier

Le Bolchévik, BP135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie: Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan
Commission paritaire: n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

20 F pour 4 numéros (1 an) - (incluant Spartacist)

Hors Europe : 30 F (avion 40 F)

Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

156

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Le PCF cherche à donner de la crédibilité à l'impérialisme « humanitaire »

La torture pendant la guerre d'Algérie : le vrai visage de l'impérialisme français

Près de quarante ans après la victoire de la lutte pour l'indépendance nationale du peuple algérien contre le colonialisme français, la torture pratiquée à grande échelle par l'armée française pendant la sale guerre coloniale de la France est revenue au-devant de l'actualité. Mais aux mains du Parti communiste, de la presse bourgeoise et des soi-disant défenseurs des droits de l'homme, cette question n'est évidemment pas utilisée pour mobiliser contre l'impérialisme ! Au contraire, il s'agit de créer l'illusion que la bourgeoisie raciste française pourrait renoncer à ses crimes sanglants et réellement défendre les « droits de l'homme » de par le monde.

La campagne a été lancée par une série d'articles dans *le Monde* dénonçant la torture pratiquée par l'armée française en Algérie. Cela a commencé en juin 2000 avec une interview de Louissette Ighilahriz. Cette jeune combattante algérienne pour l'indépendance avait été arrêtée et torturée par les parachutistes du général Massu pendant la bataille d'Alger en 1957. C'était bien cynique de la part du *Monde*, un journal qui, pendant la guerre d'Algérie, de concert avec pratiquement toute la presse bourgeoise, avait cherché à *couvrir* les crimes de l'impérialisme français. Puis, en octobre 2000, douze signataires, défenseurs des droits civiques, dont des membres du PCF comme Henri Alleg, ancien dirigeant du PC algérien, ont publié un appel demandant au gouvernement français de « condamner ces pratiques » (*l'Humanité*, 31 octobre 2000). Peut-on imaginer chose plus répugnante que l'idée que ce gouvernement, qui a fait de la terreur policière raciste dans les banlieues immigrées un de ses signes distinctifs, puisse s'ériger en juge des crimes du colonialisme ? Et, comme si cela ne suffisait pas, Massu, ce criminel de guerre qui personifie la torture en Algérie, s'est prononcé sur le



Archives Humanité

Enterrés vivants par l'armée française. La torture n'est pas une aberration, c'est le vrai visage de l'impérialisme.

fond pour l'Appel des douze demandant que la France reconnaisse et condamne la torture pendant la guerre d'Algérie; « On aurait dû faire autrement », se lamentait-il (*l'Humanité*, 23 novembre 2000). Le tout récent et révoltant livre d'Aussaresses, l'ancien responsable des services spéciaux en Algérie – dans lequel il révèle sans fard et dans toute son horreur la torture et les exécutions sommaires qu'il a faites avec l'entier assentiment du gouvernement – confirme que la torture perpétrée par le colonialisme français en Algérie n'était pas une aberration. C'est le véritable visage de l'impérialisme.

Pour le PCF et les libéraux bourgeois, le fait de dénoncer la torture en Algérie est une tentative cynique de redorer le blason de l'impérialisme français, au moment où il intervient de par le monde au nom de la défense des « droits de l'homme ». Robert Hue, le dirigeant du

PCF, a déclaré qu'une condamnation de la torture par le gouvernement français rendrait la France « plus digne du crédit que lui accordent tant de nations » et « plus forte pour combattre ces pratiques qui perdurent aujourd'hui sur la planète » (*l'Humanité*, 24 novembre 2000). Pendant la guerre d'Algérie, le PCF, bien que n'étant pas dans le gouvernement, a fermement soutenu le premier ministre « socialiste » Guy Mollet, qui était arrivé au pouvoir à la tête d'une coalition de front populaire incluant les Radicaux et autres partis bourgeois. Le gouvernement Mollet a considérablement intensifié la guerre, la torture et les exécutions sommaires. Le PCF se présente maintenant comme une force d'« opposition » à la guerre, mais à l'époque il est allé jusqu'à voter les « pouvoirs spéciaux » en Algérie pour le régime de Mollet.

Aujourd'hui encore le PCF joue le rôle de larbin de la bourgeoisie impérialiste. Il participe à un gouvernement de

front populaire raciste et anti-ouvrier. Quand la France s'est jointe aux USA et à d'autres puissances de l'OTAN pour bombarder la Serbie il y a deux ans, les ministres du PCF sont restés « fidèles au poste » dans le gouvernement, tout en appelant cyniquement à ce que la France « participe à la construction de la paix ». En 1991, alors que la France de Mitterrand participait à la coalition impérialiste dirigée par les USA qui a pratiquement détruit l'Irak sous les bombardements, le PCF s'était présenté comme l'opposant le plus résolu à la guerre. Mais l'« alternative » que le PCF proposait à la guerre, c'était l'embargo impérialiste de l'Irak, dont l'objectif était le même que les bombardements, à savoir forcer Saddam Hussein à rendre le Koweït à son propriétaire « légitime », l'émir al-Sabbah, en réduisant à la famine la population irakienne. Le gouvernement français critique aujourd'hui ces sanctions, parce qu'il y voit un obstacle à la passation d'accords pétroliers avec Bagdad; mais depuis dix ans cet embargo a tué un million et demi d'Irakiens par manque de médicaments et de nourriture.

Malgré les intentions cyniques de ceux qui la font, cette campagne sur la torture en Algérie a manifestement touché un nerf sensible dans la société française, et a rencontré un intérêt considérable, en particulier parmi les jeunes. Depuis la défaite du colonialisme français en 1962, la torture pratiquée par les troupes françaises pendant la guerre d'Algérie a été le « vilain secret » de la bourgeoisie française : jamais mentionné dans les salles de classes, traité comme tabou par la presse bourgeoise. Plus d'un million d'Algériens sont morts sous les bombes incendiaires, la destruction de villages entiers et les exécutions en masse. Pour la génération d'Algériens qui ont vécu la guerre, le souvenir qui domine tous les autres c'est la peur omniprésente qu'à tout instant on puisse être raflé par les troupes françaises et abominablement torturé. Depuis la guerre d'Algérie, des images atroces comme la « gégène » (la torture à l'électricité) et les « corvées de bois » (les exécutions sommaires) font partie



Les chars dans les rues d'Alger, en 1960. L'impérialisme français a tué plus d'un million d'Algériens dans cette guerre.

de la culture de la société capitaliste française. Ces terribles crimes de l'impérialisme français raciste doivent être gravés dans la mémoire collective de la classe ouvrière.

La torture perpétrée par le colonialisme français en Algérie n'était pas une aberration. C'est le véritable visage de l'impérialisme. En Indochine les militants syndicaux, les combattants pour l'indépendance et les communistes étaient régulièrement arrêtés et torturés dans l'infâme rue Catina à

Saïgon, que ce soit sous les gouvernements de front populaire ou sous des régimes de droite. En 1945 des dizaines de milliers d'Algériens ont été massacrés à Sétif et ailleurs par les forces françaises, mais les ministres PCF sont loyalement restés dans le gouvernement. Deux ans plus tard des dizaines de milliers de personnes étaient tuées à Madagascar pour préserver la domination coloniale. Aujourd'hui des milliers de soldats français sont stationnés en Afrique; ils interviennent au gré de l'Elysée et de Matignon, du Tchad au Congo et au Rwanda, pour soutenir leurs despotes néo-coloniaux et protéger les intérêts impériaux français.

L'idée qui sous-tend la campagne actuelle de pression sur le gouvernement pour qu'il condamne la torture en Algérie, c'est que l'impérialisme est une « mauvaise politique » que l'on peut changer en faisant massivement pression. C'est un mensonge. L'impérialisme est l'excroissance organique du système de profit, le « stade suprême du capitalisme », comme le décrivait le dirigeant bolchévique Lénine. Qu'il soit administré par des partis de la gauche ou de la droite du spectre politique bourgeois, l'impérialisme est un système d'oppression qui condamne des millions de personnes dans le monde à une exploitation brutale et à la misère. On ne peut pas « réformer » l'impérialisme capitaliste, ni faire pression sur lui pour qu'il devienne plus « humanitaire ». Il faut le détruire avec une révolution prolétarienne expropriant la bourgeoisie et mettant en place une économie collectivisée et planifiée.

Le PCF, la torture et la collaboration de classes

Le PCF a sauté sur la question de la torture en Algérie et se présente comme le parti qui s'est opposé à la guerre d'Algérie, afin de refaire un peu sa réputation soi-disant « anti-impérialiste » qui est sérieusement ternie par près de quatre années de participation au gouvernement de coalition de Jospin. *L'Humanité* a publié article après article montrant que le PCF figurait parmi les rares forces politiques en France qui n'ont pas eu peur de dénoncer la torture en Algérie. Ca c'est vrai, mais l'idée que le PCF aurait mobilisé l'opposition à l'impérialisme français pendant la guerre d'Algérie est un mythe. Cette guerre a provoqué des vagues successives de luttes explosives tant de la part des ouvriers français qu'algériens, qui auraient pu mettre à l'ordre du jour la perspective d'une révolution socialiste (voir notre article « 1962 - Défaite de l'impérialisme français en Algérie », *le Bolchévik* n° 152, printemps 2000). Mais à chaque fois, le PCF a fait dérailler cette puissante offensive ouvrière grâce à sa collaboration traître avec la bourgeoisie.

De l'automne 1955 à la fin du printemps 1956, la France a été secouée par une vague de mutineries de soldats qui refusaient d'être envoyés en Algérie. Ces révoltes étaient souvent soutenues par des grèves au cours desquelles les ouvriers français - auxquels se joignaient souvent leurs frères de classe algériens - se battaient avec les CRS pour défendre les soldats qui protestaient. Cela a coïncidé avec une série de grèves en Algérie - dont plusieurs ont paralysé le pays -, qui étaient centrées sur les dockers très combatifs. Mais les staliniens ont fait tout leur possible, dans le cadre de leur soutien au gouvernement Mollet, pour maintenir isolées



Elie Kagan

17 octobre 1961 : plus de 300 manifestants algériens massacrés à Paris. Le PCF et les autres dirigeants réformistes n'organiseront aucune manifestation.

l'une de l'autre les révoltes des ouvriers et des soldats contre les officiers de l'armée. Le PCF ne s'est même pas risqué à organiser de manifestation nationale dans la capitale, de peur que les protestations locales ne se transforment en une lutte consciente contre le gouvernement. Par contre, le PCF a voté les pouvoirs spéciaux, que le gouvernement de Guy Mollet allait utiliser pour donner les pleins pouvoirs aux parachutistes de Massu, faisant de la torture une pratique institutionnalisée et pratiquée à grande échelle pendant la bataille d'Alger.

Dans le cadre de sa campagne sur la torture en Algérie, le PCF est allé jusqu'à reconnaître l'« erreur » d'avoir voté les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet. Mais l'explication qu'ils donnent pour cette « erreur » montre à quel point elle était ancrée dans le programme de collaboration de classes du PCF. *L'Humanité* (20 décembre 2000) écrit que le PCF « avait alors l'espoir de susciter un nouveau "Front populaire", ce qui eut pour effet de tendre à faire primer sur toute autre considération l'unité avec les socialistes ». Ce qu'ils ne mentionnent pas, c'est qu'un front populaire se base nécessairement sur la défense des intérêts fondamentaux de la société capitaliste, y compris ses intérêts impérialistes à l'étranger. Déjà dans les années 30, quand le PCF s'est embarqué dans sa politique front-populiste de collaboration de classes, il *était contre* appeler à l'indépendance pour l'Algérie; au lieu de cela il appelait à un empire colonial français plus « démocratique ». Quand le gouvernement du Front populaire de Léon Blum a emprisonné Messali Hadj, le principal dirigeant nationaliste algérien de l'époque, le PCF a applaudi.

En 1958 l'économie s'est effondrée. Le pays a été secoué par un mouvement de grève parmi les plus puissants depuis des décennies ; la bourgeoisie s'est alors tournée vers le général de Gaulle pour résoudre la crise. La réaction du PCF était pathétique : il a soutenu les partis du gouvernement discrédité qui menait la guerre d'Algérie. Il a même voté pour le renouvellement des pouvoirs spéciaux. Pendant ce temps-là, les alliés de front populaire

du PCF négociaient avec de Gaulle pour faciliter son accession au pouvoir. De Gaulle s'est empressé de réprimer la classe ouvrière et a intensifié la terreur militaire en Algérie.

En avril 1961, les tensions sociales qui s'accumulaient dans la société capitaliste française ont à nouveau explosé ; les troupes françaises se sont révoltées contre une tentative de putsch des officiers qui s'opposaient aux négociations entre de Gaulle et le FLN. Les soldats se sont emparés des bases militaires, ont arrêté leurs officiers et saboté les véhicules et les communications. Au lieu de saisir cette occasion pour mobiliser les travailleurs dans une lutte contre la guerre impérialiste, le PCF a cherché à s'unir à de Gaulle contre les officiers réactionnaires. Le PCF a appelé à des manifestations de masse contre les officiers putschistes, si bien que même les gaullistes ont soutenu ces manifestations.

Pendant toute l'année 1961, des centaines d'ouvriers algériens en France ont été tués par les flics français, et beaucoup d'autres torturés. Mais les dirigeants staliniens du PCF sont restés complètement passifs. Ils n'ont pas mobilisé dans l'unité d'action les ouvriers français et algériens, chose qui était nécessaire si on voulait lutter contre la terreur raciste. Les dirigeants de la classe ouvrière française n'ont même pas protesté quand Maurice Papon, préfet de police de Paris, a ordonné un couvre-feu visant sélectivement les Algériens, en termes pratiquement identiques à ceux d'un décret contre les Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale. Le 17 octobre 1961, de Gaulle et Papon, enhardis par la docilité des dirigeants réformistes traîtres, ont organisé et perpétré le massacre de plus de 300 manifestants algériens dans les rues de Paris. Cette nuit-là, quand certains manifestants ont essayé de se réfugier dans l'immeuble de *l'Humanité*, Elie Kagan qui prenait des photos du massacre, a constaté « que les grilles se ferment devant eux » (Jean-Luc Einaudi, *la Bataille de Paris*). Après ce pogrom anti-algérien il n'y a eu aucune manifestation de protestation du PCF, ni de la CGT dirigée par les communistes. Les seules grèves de protestation qu'il y a eu ont été des débrayages isolés d'une demi-heure dans quelques usines.

Par contre, quand neuf *Français* ont été tués lors d'une charge policière contre une manifestation dirigée par le PCF au métro Charonne en février 1962, le PCF a organisé une manifestation monstre d'un million de personnes. Les orateurs du PCF n'ont même pas mentionné le meurtre des

Algérie : pour la révolution permanente !

Pour un parti bolchévique ouvrier !

Collection d'articles du *Bolchévik* :

- L'armée algérienne en quête d'un accord avec les islamistes, *LB* n° 130, sept-oct 1994
- La guerre civile saigne l'Algérie, *LB* n° 145, printemps 1998
- 1962 – Défaite de l'impérialisme français en Algérie, *LB* n° 152, printemps 2000

7F

Commande : Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Algériens qui avait eu lieu à peine quatre mois plus tôt. Le PCF vante la manifestation de Charonne comme le symbole de leur soi-disant « lutte » contre le colonialisme français pendant la guerre d'Algérie. Mais la manifestation de Charonne n'appelait même pas à l'indépendance de l'Algérie. Son but était de protester contre les attaques terroristes de l'OAS, un groupe fasciste dirigé par d'anciens officiers qui cherchaient à bloquer les négociations entre de Gaulle et le FLN.

Pendant toute la guerre d'Algérie les dirigeants du PCF ont cherché par-dessus tout à éviter une défaite humiliante pour l'impérialisme français. Ils ont prononcé à l'occasion des mots comme « indépendance », mais la véritable politique des stalinien consistait à faire pression sur les gouvernements bourgeois successifs pour « négocier » un accord. Ils n'étaient en fait qu'à la recherche d'un régime néo-colonial en Algérie sous la botte de l'impérialisme français. A cette époque, tout comme aujourd'hui, le PCF avait pour politique de défendre les « intérêts vitaux » du capitalisme, en France comme à l'étranger.

LO et la LCR couvrent leur propre passé

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a fourni une couverture « de gauche » à la campagne cynique des stalinien et des libéraux sur la torture en Algérie. La LCR a soutenu l'appel d'Amnesty International pour que les tortionnaires soient jugés, en citant comme précédent le procès



Ph. Demeulin

1957, meeting aux usines Berliet. Le PCF a détourné les luttes ouvrières pour protéger le gouvernement de front populaire qui menait la guerre.

de Papon pour le rôle qu'il a joué dans la déportation des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale. Ce procès, tout comme les procédures judiciaires en cours contre Pinochet au Chili, la Commission vérité et réconciliation en Afrique du Sud et beaucoup d'autres, a pour dessein de renforcer l'illusion que la bourgeoisie a tourné la page de son passé sanglant. Et c'est précisément l'illusion que la LCR cherche à entretenir quand elle écrit : « Nos Pinochet sont pour l'instant couverts, il faudra une longue lutte pour imposer à nos gouvernants un changement de politique »

(*Rouge*, 7 décembre 2000).

Pendant la guerre d'Algérie les prédécesseurs de la LCR étaient à la traîne du FLN petit-bourgeois nationaliste, sans leur faire de critiques. Michel Pablo, leur dirigeant international, a fait partie du gouvernement de Ben Bella en tant que conseiller officiel. Aujourd'hui la LCR voudrait tourner la page sur son propre passé, et ils décrivent les « nombreuses illusions » de « ceux qui espéraient la transformation de la révolution coloniale en révolution socialiste » (*Rouge*, 2 novembre 2000). Mais si les pablistes veulent oublier leurs années d'enthousiasme pour le guérillisme petit-bourgeois, c'est pour mieux défendre les intérêts de l'impérialisme français « démocratique ». Pendant les bombardements impérialistes contre la Serbie en 1999, la LCR a appelé à une intervention militaire de l'OSCE, force dominée par les impérialistes européens, comme moyen de couper l'herbe sous le pied de l'OTAN, qui est dominée par les USA. Plus récemment, le comité central de la LCR a appelé à une intervention en Palestine des impérialistes français (qui ont leurs propres intérêts dans la région) pour soi-disant défendre les Palestiniens contre les sionistes (voir notre article paru dans *le Bolchévik* n° 155, hiver 2000-2001).

Lutte ouvrière (LO) n'est pas la moins cynique dans toute cette affaire. Ils ont entonné une complainte contre « ces prétendus hommes de gauche, qui n'ont manqué aucun de ces épisodes sanglants de l'histoire de "notre" impérialisme national » (*Lutte Ouvrière*, 1^{er} décembre 2000). Aujourd'hui Jospin est discrédité parmi les travailleurs et les opprimés pour son austérité capitaliste et sa terreur raciste contre la population d'origine immigrée, et donc LO l'attaque.

LO critique Jospin qui a refusé de condamner la torture en Algérie, et a appelé au lieu de cela à un « travail de vérité ». « Comme si cette histoire était encore à faire ! », clame LO, citant ceux qui pendant la guerre d'Algérie « au péril de leur vie et de leur liberté, racontaient ». « Leurs auteurs n'étaient pas des historiens, pour la plupart, mais simplement des militants » (*Lutte Ouvrière*, 1^{er} décembre 2000). Mais pas des militants de LO ! On peut fouiller les volumes reliés de *Voix Ouvrière* (prédécesseur de *Lutte Ouvrière*) et de leurs « éditoriaux politiques » pendant la guerre d'Algérie. La première fois que le mot « torture » ou « tortionnaire » est même mentionné, c'est en mai 1959, soit plus de quatre ans après le début de la guerre ! Alors que les troupes françaises lançaient la bataille d'Alger, institutionnalisant la torture à grande échelle, *Voix Ouvrière* (janvier/février 1957) avait des titres d'article sur les prix élevés de l'essence à cause de la guerre (pour en savoir plus sur LO et la guerre d'Algérie, voir notre article « LO et la question coloniale » publié dans *le Bolchévik* n° 111, mai 1991).

A l'opposé de ces groupes, nous n'avons pas pour perspective de faire pression sur l'impérialisme français pour qu'il fasse amende honorable ou intervienne en faveur des peuples opprimés. Nous savons que le gouvernement français n'intervient que pour défendre ses propres intérêts d'impérialisme rapace aux dépens des peuples néo-coloniaux et de la classe ouvrière. Pour en finir une fois pour toutes avec le racisme et l'oppression néo-coloniale qui sont inhérents au capitalisme, il faut une révolution ouvrière qui exproprie le capitalisme à l'échelle de la planète. La Ligue trotskyste se bat en France pour construire la section française d'une internationale trotskyste qui dirigera cette révolution. ■

Gare à l'escroquerie des négociations de paix

Armée mexicaine, hors du Chiapas !



Reuters

L'occupation militaire du Chiapas signifie une répression sanglante contre les paysans et les peuples indigènes.

Mexico, 30 janvier - Le 1^{er} janvier 1994 entrait en vigueur l'ALENA [Accord de libre échange nord-américain], l'accord pour le viol impérialiste du Mexique à l'enseigne du « libre échange ». Ce jour-là l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) déclenchait la rébellion paysanne qui a placé sous le feu des projecteurs de la scène internationale la misère et l'oppression effroyables de la population indigène du Chiapas, un des Etats les plus pauvres du pays. Ce soulèvement a été rapidement contenu par la répression militaire et la terreur

des escadrons de la mort déclenchées par le régime du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Au cours des années qui ont suivi, l'EZLN a répondu à toute une série d'initiatives de « paix » gouvernementales bidon. Cependant le Chiapas reste occupé par au moins 70 000 soldats ; les groupes paramilitaires d'extrême droite parrainés par le gouvernement, et qui sont responsables du massacre de 45 hommes, femmes et enfants perpétré dans la ville d'Acteal en 1997, continuent à opérer sans vergogne.

Dès sa prise de fonction le 1^{er} décembre, le nouveau président Vicente Fox Quesada, candidat du Parti d'action nationale (PAN) dont la victoire a mis fin à plus de 70 ans de règne du PRI, jurait de conclure un accord de paix avec l'EZLN. Il ordonnait, avec un grand tapage médiatique, le retrait de l'armée d'un certain nombre de postes militaires au Chiapas. Le lendemain de l'investiture de Fox, l'EZLN annonçait que le sous-commandant Marcos conduirait, à partir du 25 février, une marche de deux semaines vers la capitale. L'objectif déclaré des zapatistes est de faire pression sur le parlement fédéral pour qu'il adopte un amendement à la Constitution portant sur l'autonomie des peuples indigènes, proposé par la Commission de concorde et de pacification (COCOPA) - un groupe de parlementaires désignés pour servir de médiateurs dans les négociations de paix - et soutenu par Fox. Les zapatistes ont aussi demandé, comme préalable à la poursuite des négociations de paix, la libération de plus d'une centaine de militants de l'EZLN emprisonnés et le retrait des troupes de sept postes militaires proches de villages zapatistes.

Le 12 janvier, plus d'un millier de manifestants, principalement des étudiants, ont défilé dans la capitale pour soutenir les revendications de l'EZLN, tandis que des milliers d'autres personnes manifestaient dans le Chiapas avec des pancartes qui proclamaient « Nous voulons la paix ». Après avoir regardé pendant des années du côté des nationalistes bourgeois « de gauche » du Parti de la révolution démocratique (PRD), et avoir cherché à faire pression sur le PRI pour qu'il s'assoie à la table de négociations, le mouvement petit-bourgeois qu'est l'EZLN espère maintenant faire pression sur le nouveau régime clérical-réactionnaire pour négocier un accord de paix. Au Chiapas, le PRD est allié au PAN au sein d'une coalition. S'adressant à Fox, Marcos déclarait au *New York Times* (30 janvier) que « Si ce gouvernement représente vraiment le changement [...] il abordera toutes les questions qui ont provoqué la guerre ». De telles illusions sont mortelles. La bourgeoisie mexicaine, couverte de sang, soutenue à fond par l'impérialisme US rapace, n'apportera pas la justice aux opprimés et aux pauvres, et elle ne peut pas le faire.

Il y a au Chiapas 259 postes militaires, et 396 autres positions occupées par les forces de police ! Bien que le gouvernement prétende avoir déjà démantelé quatre de ces postes, en réalité les soldats ont juste été renvoyés dans leurs casernes à quelques kilomètres de là. Pendant ce temps, d'importantes personnalités bourgeoises réclament du sang. Le PRI est totalement contre toute loi d'autonomie. Le chef de la COPARMEX, l'association patronale, s'enrage que « trop de concessions » aient déjà été faites, et

met en garde Fox qu'autoriser la marche de l'EZLN serait «une grave erreur». Un des principaux responsables du propre parti de Fox, le président de la commission de la chambre des députés sur la «sécurité publique», exige l'arrestation de Marcos, le dirigeant de l'EZLN, si celui-ci quitte le Chiapas. Le 20 janvier, Fox a déclaré qu'il n'y aurait pas d'autre retrait de l'armée et pas d'autre libération de militants EZLN en dehors des 18 déjà relâchés.

Derrière la bourgeoisie mexicaine, il y a le colosse impérialiste US, qui expédie d'énormes quantités d'aide militaire pour la guerre de terreur contre les insurgés paysans de l'EZLN au Chiapas, de l'Armée populaire révolutionnaire (EPR) au Guerrero et de l'Armée révolutionnaire populaire insurgée (ERPI). Après avoir imposé l'ALENA l'impérialisme US appuie encore plus fermement sa botte sur la nuque des ouvriers et des paysans mexicains, et Fox a été élu avec comme programme d'étendre le bradage de l'économie mexicaine aux impérialistes qu'a entamé le PRI. Les capitalistes américains surveillent attentivement Fox pour voir s'il va remplir sa promesse d'ouvrir davantage le Mexique à la pénétration économique US. Quelques jours après son investiture, le président républicain George W. Bush annonçait que sa première visite à l'étranger serait au Mexique. A bas le viol «libre-échangiste» du Mexique! Retrait immédiat de l'armée mexicaine du Chiapas! Libération immédiate de tous les prisonniers de l'EZLN, de l'EPR et de l'ERPI!

Le plan d'autonomie bidon de Fox.

La proposition de la COCOPA, basée sur l'accord de San Andrés de 1996, accorderait à la population indigène «l'autonomie dans le cadre de l'Etat mexicain» et «l'accès collectif à l'utilisation et à la jouissance des ressources naturelles de leurs terres et territoires [...] à l'exception de ceux dont le contrôle direct revient à la nation». En pratique, ces promesses vagues sont vides de sens. Les régions autonomes proposées, avec des droits limités à la terre, se retrouveraient souvent en conflit avec les grands propriétaires fonciers et les entreprises industrielles que Fox veut introduire dans cette partie du Mexique. Les territoires dont le contrôle «revient à la nation» sont vraisemblablement ceux riches en pétrole, en gaz et en eau. Le Chiapas possède 30 % des précieuses ressources hydrauliques du Mexique, 47 % des réserves de gaz naturel et 21 % des réserves de pétrole. En fait, certains des postes militaires du Chiapas ont été installés expressément pour protéger les réserves de pétrole.

Le mépris du gouvernement pour la population indigène a été clairement exprimé par Rafael Rangel, le président du Conseil national de l'éducation pour la vie et le travail de Fox. Il a déclaré qu'il était «très difficile» d'éduquer la moitié des 36 millions d'illettrés du pays, qui sont «des populations indigènes dispersées» ou «n'ont pas les capacités mentales» parce que «leur cerveau ne s'est pas développé» à cause de la malnutrition (*la Jornada*, 11 décembre 2000). La bourgeoisie commence par affamer la population rurale et indigène, et ensuite elle utilise cet état de choses pour justifier le refus de leur laisser accéder à l'éducation, même la plus élémentaire!

Fox a pris les rênes d'un pays secoué par une agitation sociale généralisée, dont un exemple était la grève à l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM) pendant un an, laquelle a pris fin en février de l'année dernière quand la police a pris d'assaut le campus et arrêté plus de 700 personnes, dont des dirigeants du comité général de grève.

L'accord de l'ALENA a apporté une misère sans nom au prolétariat et à la paysannerie. Depuis 1994, les prix des produits de première nécessité, comme les tortillas, ont augmenté de plus de 400 %, tandis que les salaires réels ont chuté d'environ 25 %, et représentent à peine les deux tiers du niveau d'il y a 30 ans. Avec l'afflux sur le marché mexicain des produits de l'agrobusiness américain, la paysannerie, qui était déjà pauvre, est ruinée.

Depuis les élections de juillet dernier le Mexique est secoué par des actions ouvrières, dont une grève des ouvriers de la firme automobile Volkswagen et, à la mi-janvier, des arrêts de travail des mécaniciens et des collecteurs de billets du métro de Mexico. La nomination par Fox d'un ancien dirigeant de la COPARMEX au poste de ministre du travail a été pour les travailleurs mexicains une gifle en pleine figure. Un des premiers actes du gouvernement a été de promulguer un décret contre une grève de 45 000 ouvriers agricoles des plantations de canne à sucre, décret qui déclarait cette grève «inexistante». Le 11 janvier, les flics de l'Etat de Puebla envahissaient une usine fabriquant des sweatshirts pour Nike ; ils ont tabassé et arrêté plusieurs des 850 grévistes qui occupaient l'usine pour protester contre des salaires inférieurs à 70 cents [cinq francs] de l'heure et contre des conditions de travail qui obligent des ouvriers âgés d'à peine 14 ans à travailler dix heures par jour.

En même temps qu'il discutait de «paix» au Chiapas, Fox cherche à imposer une taxe de 15 % sur les produits alimentaires et les médicaments, ce qui provoque la colère des ouvriers et de la classe moyenne. Il propose aussi d'ouvrir la production d'électricité, qui est nationalisée, aux investissements étrangers, ce qui équivaldrait à la privati-

10FF
(36 pages)

Commande :
Le Bolchévik
B.P. 135-10
75463 Paris cedex 10

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
Ligue communiste révolutionnaire
(quatrième internationale)

Pour la révolution politique!

*Les Etats ouvriers déformés
et la théorie marxiste:
(Chine, Cuba, Indochine...)*

LE BOLCHEVIK B.P. 135-10
75463 PARIS CEDEX 10

Cette brochure, publiée pour la première fois en 1978, documente le développement de notre conception de Cuba comme Etat ouvrier déformé. Elle contient aussi notamment un discours du dirigeant trotskyste américain James P. Gannon, « Nous sommes le parti de la Révolution russe », prononcé en octobre 1939 pour soutenir la position trotskyste de défense inconditionnelle de l'URSS, contre Max Shachtman.

sation que son prédécesseur du PRI, Ernesto Zedillo, n'avait pas réussi à réaliser en 1999. En réponse à la crise de l'approvisionnement électrique en Californie, le vice-président américain Cheney parle déjà de construire de nouvelles centrales au Mexique. La proposition de Fox, qui signifierait la perte de dizaines de milliers d'emplois, a provoqué des manifestations syndicales, et pourrait être le détonateur d'une explosion chez les ouvriers de l'électricité, qui constituent un secteur stratégique et combatif. Le plan de privatisation est également gros d'un affrontement direct avec la population indigène du Chiapas, dont les ressources hydrauliques sont cruciales pour l'extension du réseau électrique.

Quand le gouvernement Fox parle de transformer les paysans du Chiapas en petits et moyens businessmen, c'est plus qu'une plaisanterie de mauvais goût.

Quelques misérables prêts pour créer des entreprises touristiques et des ateliers d'artisanat ne résoudre pas le problème du dénuement total de la région. En réalité, Fox aimerait la convertir en une nouvelle zone de *maquiladora* [usines de montage en sous-traitance], pour exploiter ses ressources naturelles et transformer les paysans pauvres en main-d'œuvre bon marché pour les « multinationales » américaines et autres.

Pour la révolution permanente !

Beaucoup de jeunes radicalisés qui soutenaient auparavant le PRD de Cuauhtémoc Cárdenas ont vu leurs illusions brisées par les coups de matraque de la police appelée à maintes reprises par l'administration municipale du PRD contre les grévistes de l'UNAM. Lors de la manifestation du 12 janvier à Mexico, beaucoup d'étudiants disaient à nos camarades que le PRD « c'est juste la même chose que les autres partis ». Ces jeunes continuent à voir dans la lutte des zapatistes une manière d'en finir avec la misère et l'oppression. Mais les zapatistes ne prétendent même pas lutter pour la révolution sociale ; Marcos déclare qu'ils « ne veulent pas créer l'Union des républiques socialistes d'Amérique centrale » (*la Jornada*, 8 janvier).

Comme l'illustrent les efforts actuels de l'EZLN pour arriver à un règlement négocié avec Fox, sa stratégie de guérillisme paysan n'est rien d'autre que du libéralisme avec des fusils, qui colporte l'illusion que le capitalisme peut être transformé en un système plus « humain ». Les zapatistes défilent avec le drapeau mexicain, colportant le mensonge que les ouvriers et les paysans pourraient réussir à satisfaire leurs besoins essentiels en s'unissant avec la bourgeoisie mexicaine pour combattre les ravages de l'impérialisme. Le nationalisme mexicain est le dénominateur commun de tous les partis capitalistes - PRI, PAN, PRD - et est incompatible avec l'obtention des droits des peuples indigènes opprimés par la bourgeoisie mexicaine.

Sous le capitalisme, la faim et l'analphabétisme sont tout ce que la classe dirigeante a à offrir à la paysannerie et aux peuples indigènes. La lutte pour la justice sociale pour les peuples indigènes, pour éliminer la faim, la misère et l'analphabétisme, pour en finir avec l'oppression profon-



Site EZLN

Mexico, 11 mars : manifestation monstre pour accueillir les zapatistes. Mais ceux-ci ne prétendent même pas lutter pour la révolution sociale, et défilent derrière le drapeau de la bourgeoisie mexicaine.

dément enracinée des femmes, ne peut être victorieuse qu'avec une révolution socialiste balayant le système capitaliste raciste et oppressif, et expropriant la bourgeoisie ! Dans les pays au développement capitaliste retardataire comme le Mexique, la bourgeoisie nationale faible, dépendante de ses maîtres impérialistes, ne peut accomplir les tâches - révolution agraire, démocratie politique, libération nationale - historiquement associées avec des révolutions bourgeoises comme la Révolution française.

Nous, révolutionnaires marxistes, sommes conscients que la paysannerie pauvre est un allié indispensable du prolétariat dans la lutte pour la révolution socialiste. Mais la paysannerie ne peut jouer aucun rôle révolutionnaire indépendant ; ces éléments intermédiaires, produisant pour le marché capitaliste mondial qui les conduit à la ruine et les domine, ont soif de terre et sont en concurrence les uns avec les autres pour vendre leurs productions. La vision étroite et petite-bourgeoise des paysans est encore renforcée par l'arriération et l'isolement ruraux.



Collection d'articles du
Bolchévique consacrés à
l'anarchisme

20 F
(7 numéros)

- Les origines de l'anarchisme
- Mikhaïl Bakounine : le fondateur de l'anarchisme
- La bataille dans la Première internationale
- Anarchisme et syndicalisme à la veille de la Première Guerre mondiale
- Les syndicalistes
- 1914-1918 : La guerre impérialiste et le réalignment de la gauche
- L'Octobre rouge et la création de l'Internationale communiste

Commande : LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

C'est seulement le prolétariat, concentré dans de grandes usines et détenteur d'un pouvoir social découlant de ses rapports aux moyens de production, qui a l'intérêt historique et la capacité de libérer tous les opprimés. Le pouvoir des capitalistes industriels et agraires et des propriétaires fonciers doit être remplacé par le pouvoir du prolétariat, soutenu par les pauvres des campagnes et des villes, qui balayera les survivances précapitalistes et accomplira les tâches démocratiques brûlantes en établissant une économie socialiste. C'est le programme trotskyste de révolution permanente, qui ne peut être pleinement réalisé qu'avec la victoire du prolétariat dans les pays capitalistes avancés, centralement aux Etats-Unis.



Jenkins/Fort Worth Star-Telegram

Le nouveau président mexicain, Vicente Fox, avec George W. Bush. Manifestation au Chiapas le 12 janvier ; le panneau dit « On veut la paix ». Les nationalistes de l'EZLN alimentent les illusions dans une proposition bidon d'« autonomie ».



AP

Le Grupo Espartaquista de México, section de la Ligue communiste internationale, lutte pour forger le parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste qui est nécessaire pour conduire le prolétariat mexicain au pouvoir. Un aspect central de cette lutte consiste à combattre l'influence du nationalisme bourgeois au sein de la classe ouvrière. Le nationalisme enchaîne les ouvriers mexicains à leur ennemi de classe, et les empêche de s'unir avec les ouvriers et les opprimés aux Etats-Unis dans une lutte commune contre les capitalistes des deux côtés de la frontière.

Aux Etats-Unis, il faut combattre politiquement la bureaucratie de l'AFL-CIO [la confédération des syndicats], qui colporte le poison protectionniste contre les ouvriers mexicains, et lutter pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés. Avec le pont humain que constituent les millions d'immigrés mexicains aux Etats-Unis, et alors que les économies des deux pays sont de plus en plus interpénétrées, il y a là une formidable opportunité pour une lutte de classe commune unissant les ouvriers au Mexique et aux Etats-Unis contre les exploiters impérialistes. Mais cette lutte ne sera victorieuse que sous la direction d'un parti révolutionnaire internationaliste. La Spartacist League a pour but de construire un tel parti [aux USA].

Les pseudo-trotskyistes colportent des illusions dans l'EZLN

Les groupes de la pseudo-gauche mexicaine qui prétendent offrir une alternative socialiste aux zapatistes ne font en fait que colporter des illusions dans ces nationalistes. C'est particulièrement clair dans le cas de la Liga de trabajadores por el socialismo (LTS), un groupe centriste qui est révolutionnaire en paroles et opportuniste dans les faits. Dans un tract publié le 10 janvier et intitulé «La politique de la direction zapatiste», la LTS déclare : «Seule la *mobilisation indépendante*, nationalement et internationalement, et l'unité de la classe ouvrière et des masses pauvres de la

ville et de la campagne peut satisfaire les revendications de la paysannerie.» Mais tout en appelant à un «parti ouvrier internationaliste» et en faisant les références de rigueur à la nécessité pour le prolétariat de diriger les opprimés, la LTS colporte l'idée que l'EZLN petit-bourgeois pourrait jouer un rôle plus révolutionnaire. Ainsi elle se lamente : «Il est regrettable que la direction zapatiste ait modifié les revendications LA TERRE! A BAS L'ALENA!, et MORT AU MAUVAIS GOUVERNEMENT! quelques jours après le début du soulèvement armé – pour faire place aux accords de San Andrés – avec la promesse du gouvernement PRI de Zedillo qu'il accorderait l'autonomie indigène.»

Mais dès le début les zapatistes expliquaient clairement qu'ils cherchaient à faire pression sur la bourgeoisie! Ce qui est absent des jérémiades de la LTS, c'est la reconnaissance du *caractère de classe petit-bourgeois* de l'EZLN. Dans un article séparé publié dans le même tract, la LTS avance les revendications suivantes : «Dissolution de l'appareil répressif de l'Etat qui sert à harceler et à persécuter les combattants paysans, ouvriers et étudiants! Punition des assassins répressifs!» Tout en se présentant comme donneuse de conseils révolutionnaires à la direction de l'EZLN, la LTS appelle la bourgeoisie à punir ses propres tueurs à gages, et suggère que l'appareil répressif de l'Etat capitaliste pourrait être «dissout» sans révolution ouvrière. L'Etat capitaliste ne peut pas être réformé pour servir les intérêts des ouvriers et des opprimés ; il doit être écrasé et remplacé par un Etat ouvrier.

Le Grupo Espartaquista lutte pour balayer les obstacles idéologiques à la révolution que représentent ce genre de centristes, et cette lutte fait partie intégrante du combat pour introduire la conscience révolutionnaire dans le prolétariat. La tâche urgente est de construire une section mexicaine d'une Quatrième Internationale trotskyste reforgee, sous la bannière de la révolution permanente et de l'internationalisme prolétarien.

– traduit de *Workers Vanguard* n° 751, 2 février

Hommage internationaliste à notre camarade Susan Adams

Camarades, parents et amis se sont retrouvés à des réunions de commémoration organisées par la Ligue communiste internationale (LCI) à San Francisco, New York et Paris, le week-end des 3 et 4 mars, pour rendre hommage à notre camarade Susan Adams. Susan, qui avait été pendant près de 30 ans dirigeante de notre parti international, est morte le 6 février à son domicile à Jersey City aux Etats-Unis, après un combat de deux ans contre le cancer. La famille de Susan a organisé une réunion en son hommage le 10 février à Los Angeles. Des hommages de la LCI ont eu lieu dans d'autres pays.

On peut juger de l'influence qu'ont eue sur notre parti Susan et son combat pour une société communiste internationale, à l'afflux de lettres et de messages envoyés du monde entier tant par des membres de la LCI que par des ex-membres, amis, sympathisants et même opposants politiques. Comme l'expliquait quelqu'un à San Francisco: «Susan était quelqu'un à qui vous pouviez faire confiance. Elle était franche et directe. Et comme elle était très intelligente, elle était très puissante. Tous ceux qui l'ont connue ont été fortement marqués par elle.»

C'est dans la région de San Francisco, en 1971-1973, que Susan a passé ses premières années de formation en tant que cadre communiste. Le reste de sa vie, elle l'a essentiellement passé à New York, et à Paris en tant que dirigeante de la Ligue trotskyste et plus généralement de notre travail en Europe, pendant de nombreuses années en collaboration avec son ex-mari, William, qui depuis a quitté l'organisation.

Avant la réunion de commémoration à Paris, ses cama-



rades et ses amis se sont rendus au cimetière du Père-Lachaise pour déposer une gerbe au mur des Fédérés, qui rappelle le souvenir des milliers de combattants prolétariens massacrés par la bourgeoisie lors de la répression de la Commune de Paris en 1871. Au cours de cette cérémonie, un camarade a expliqué que «La Commune fut le premier exemple de la dictature du prolétariat. C'est pourquoi il est approprié que nous honorions notre camarade Susan comme nous l'avions fait la dernière fois avec Jean-Luc. Susan, comme les bolchéviks, comprenait l'importance d'enseigner et de transmettre l'histoire des révolutions qui précédèrent celle d'Octobre 1917 pour construire le parti révolutionnaire et entraîner ses cadres.»

Des gerbes ont aussi été déposées sur la tombe de Trotsky à Coyoacán, au Mexique, sur celle de Karl Marx au cimetière de Highgate à Londres, au monument à Rosa

Luxemburg et Karl Liebknecht à Berlin, et dans le bois de séquoias de la région de San Francisco où les cendres de notre camarade Toni Randell ont été enterrées après sa mort en 1982. Comme l'expliquait un camarade de San Francisco: «C'est une tradition du mouvement communiste de célébrer une occasion particulière en déposant une gerbe sur la tombe de quelqu'un qui a fait une contribution importante à la lutte contre la réaction capitaliste.»

Nos camarades sont une ressource précieuse, c'est sur eux que repose le programme marxiste pour la libération de l'humanité. En rendant hommage à la vie militante de Susan en tant que dirigeante communiste, nous voulons aussi éduquer et former une nouvelle génération de combattants révolutionnaires, une tâche à laquelle elle a consacré le



Le Bolchévik

Camarades et amis vont rendre hommage à Susan au cimetière du Père-Lachaise à Paris le 3 mars, au mur des Fédérés.

meilleur de ses forces.

Nous publions ci-dessous des extraits d'interventions à la commémoration de Paris par Gérard Lenny de la LTF et par Eibhlin McDonald de la Spartacist League/Britain (SL/B). Nous publions aussi des extraits de ce qu'ont dit à New York François, le mari de Susan, ainsi que son frère Tom, son amie de longue date Helene Brosius, et Bruce Anwar, qui travailla avec Susan à Paris.

* * *

Helene Brosius: Il y a quelques semaines, après une dure journée passée à voir des médecins et prendre des décisions, Susan m'a regardée et m'a dit: «Après tout, j'ai fait tout ce que je voulais faire dans ma vie.» Je voulais la retenir et ne pas la laisser s'en aller, mais je savais aussi qu'il y avait du vrai dans ce qu'elle disait. Susan était une révolutionnaire marxiste jusqu'à la moelle, elle était déterminée à construire un parti prolétarien révolutionnaire, à reforger la Quatrième Internationale. Tout ce qu'elle voulait c'est être communiste. Et cela, elle l'a été - jusqu'à son dernier souffle.

Le père de Susan, Angelo Adams - Ange - était arrivé de Grèce à l'âge de quatre ans, et s'était construit une belle vie ici. Il voulait ce qu'il y a de meilleur pour sa famille, Betty et les cinq enfants. Sue était l'aînée, ensuite il y avait Mark, Joni, Tom et Marian, qui sont tous ici aujourd'hui. Se détacher de sa famille avait été très difficile, et la blessure n'a commencé à cicatriser que bien longtemps après.

Susan a rejeté le catholicisme d'une façon consciente, véhémente et en fin de compte politique. En 1977, à l'époque de la victoire électorale de Jimmy Carter, le président évangéliste, elle a écrit pour notre journal *Women and Revolution* un excellent article intitulé «Le culte de la Vierge Marie». «Les marxistes», écrivait-elle, «considèrent la religion contemporaine comme une chose odieuse»:

«Nous savons cependant que ce qui perpétue la croyance religieuse à l'âge scientifique n'est pas tant la conviction intellectuelle que l'oppression sociale. Par conséquent, l'esprit anticlérical de Voltaire qui souhaitait qu'on "pende le dernier roi avec les tripes du dernier prêtre" est certainement sincère et justifié, mais une telle "guerre contre dieu" ne transcende pas l'idéalisme petit-bourgeois. La religion ne disparaîtra que

quand la société qui en crée le besoin sera détruite.»

A son grand regret, cette compréhension n'a pas fait disparaître d'un seul coup l'emprise qu'une éducation catholique avait sur sa propre psychologie. Ce fut l'effort de toute une vie.

Sue comprenait parfaitement que la religion servait aussi d'instrument pour opprimer les femmes. Elle était une partisane fervente et réfléchie de la libération des femmes et elle savait bien que celle-ci ne pouvait que résulter d'une révolution socialiste. C'est tout à fait approprié qu'une de ses dernières contributions soit son merveilleux exposé sur «Les femmes et la Révolution française». C'était pour Sue l'aboutissement de plusieurs années de travail passionné.

L'éducation essentiellement littéraire de Susan incluait en fait aussi une bonne dose de sciences et de maths, mais elle semblait toujours un peu perdue dans ces domaines-là et dans les questions techniques en général. Ce qu'elle avait acquis, c'était un goût immense pour la littérature, en particulier européenne. Sa vaste connaissance de celle-ci se mêlait à merveille avec sa compréhension de l'histoire européenne. C'était la base sur laquelle elle s'était développée en tant qu'intellectuelle marxiste exceptionnelle.

On était dans les années 60, et comme des milliers de jeunes elle se révoltait contre les injustices flagrantes de l'impérialisme américain raciste. A l'université de San Diego elle s'est jetée dans l'activité politique de la Nouvelle Gauche dans la nouvelle section locale du SDS [Etudiants pour une société démocratique]. Mais contrairement à beaucoup de militants de la Nouvelle Gauche, elle a commencé à lire beaucoup, dévorant Marx et Lénine. Elle était attirée par l'aile pro-classe ouvrière du SDS, dirigée par les maoïstes du Progressive Labor Party [PL]. Bien qu'arrêtée cette année-là pour un sit-in dans le bureau du président de la fac, elle a tout de même obtenu son diplôme. Ensuite elle est allée à Stony Brook, à Long Island, pour son second cycle. Il semble qu'à peine arrivée là-bas elle a rompu avec PL et commencé à travailler avec Spartacist dans le Revolutionary Marxist Caucus du SDS.

Je ne veux pas dire qu'elle était trop intelligente pour PL, parce qu'ils avaient des gens intelligents. Ce n'est pas vrai non plus qu'elle «lisait toujours trop de livres»; comme le lui avait déclaré son mentor de PL quand elle est partie. Je pense qu'elle réfléchissait vraiment à ce qu'elle lisait et qu'elle l'assimilait. Dans sa lettre d'adhésion à la Spartacist League elle a écrit qu'elle était attirée par la «cohérence de [nos] principes avec ceux de Marx, Lénine et Trotsky», par opposition à la «politique stalinoïde parfois réactionnaire de PL».

Ses origines Nouvelle Gauche pointaient de temps en temps le bout de l'oreille. Son père, Ange, le banquier qui avait réussi, avait été traîné en justice au début des années 70. Sue était déchirée, fallait-il soutenir son père, l'ennemi de classe? Comme elle le racontait à sa façon, Jim «m'a

pour ainsi dire botté les fesses». Le souvenir qu'elle en avait, c'est qu'il lui avait dit quelque chose comme : «Ça ne va pas la tête, ma fille? C'est ton père! Tu ne vois pas qu'il est traîné en justice pour des choses que tout le monde fait, et probablement parce qu'il est grec? Allez, va à son procès avant qu'il soit terminé.» Et c'est ce qu'elle a fait. Elle a toujours été reconnaissante envers Jim pour ce conseil.

Trois mois seulement après avoir rejoint le groupe de jeunesse spartaciste en 1971, Susan a eu l'occasion de manifester le courage qui par la suite s'est avéré si caractéristique d'elle. Nous avons été violemment éjectés d'une conférence contre la guerre du Vietnam du NPAC [Coalition nationale d'action pour la paix], dirigé par le Socialist Workers Party [SWP, Parti ouvrier socialiste]. Comme le racontait récemment le camarade Al Nelson, «C'était la violence la plus intense dont j'ai jamais été témoin dans le mouvement ouvrier. Seymour a eu le nez cassé; j'avais le crâne dégarni aux endroits où des touffes de cheveux avaient été arrachées.» Le lendemain, Susan se porta volontaire pour servir de taupe et pour rapporter ce qui se disait après cette exclusion sauvage, au nez et à la barbe de l'important service d'ordre du SWP positionné là pour exclure les «perturbateurs» connus ou supposés. Al écrit : «Nous nous sommes rencontrés quelques rues plus loin et avons discuté de sa mission et de ses dangers. Je me souviens avoir été extrêmement impressionné par son calme, sa détermination et sa bravoure.»

Pendant l'été 1971 Susan s'est installée dans la région de San Francisco, et c'est là que je l'ai rencontrée pour la première fois. J'ai eu le plaisir de parrainer sa candidature à la SL, en décembre 1971. Et quand je suis partie pour New York l'été suivant, il ne faisait aucun doute pour moi que Susan était la camarade qui devait me succéder comme organisatrice de la région de San Francisco, bien qu'il y ait eu d'autres camarades qui avaient plus d'expérience qu'elle.

Dans les années qui ont suivi, c'est toujours Susan que l'on choisissait pour assumer l'un après l'autre des postes importants et difficiles, au fur et à mesure que de nouvelles ouvertures se présentaient pour le parti. Elle enseignait et inspirait le plus grand professionnalisme, et elle l'attendait des autres. Elle avait une capacité hors norme pour déceler



Workers Vanguard

Susan et François

et combattre le poison de la subjectivité, tant chez elle-même que chez d'autres camarades. Mais le plus précieux, c'était peut-être sa recherche inflexible de la clarté programmatique. Non pas que, dans son travail politique, elle ait été immunisée contre les pressions ambiantes, mais elle n'avait pas peur de pousser à ce que le parti comprenne d'où venaient ces pressions et approfondisse la question. Même quand c'était un désastre dont elle était partie prenante, et peut-être surtout à ce moment-là.

Ainsi, plus souvent qu'à son tour, Sue était envoyée en première ligne du travail de notre parti. En février 1973, après seulement un an dans le parti, elle a été choisie pour être l'organisatrice fondatrice du comité local de Detroit. Malheureusement, c'était à la veille d'une récession économique et de l'effondrement de l'industrie automobile à Detroit. Mais ce comité local a été un pas en avant important pour notre organisation. Pendant l'été 1974, elle est venue à New York pour diriger l'organisation de jeunesse nationale, la Spartacus Youth League, qui se développait rapidement et qui, avec beaucoup de difficultés, assumait pour la première fois une réalité organisationnelle indépendante.

En 1976, elle est partie en Europe comme représentante internationale. La France, centre mondial des organisations se réclamant du trotskysme, était le point de départ de notre travail européen, et, avec l'Australie, notre première tête de pont internationale. Pour accomplir ce travail, il fallait voyager constamment dans toute l'Europe, avoir une bonne connaissance de la gauche et du mouvement ouvrier dans toute cette région, être à l'affût des ouvertures qui pouvaient se présenter, avoir de la patience et porter une attention particulière au développement des cadres.



Workers Vanguard

Susan en train de faire un rapport à la conférence nationale de la SL/US en 1972.



Workers Vanguard

Detroit, novembre 1973 : un cortège spartaciste prend part à une manifestation d'ouvriers arabes de l'automobile en grève pour protester contre l'achat par les dirigeants du syndicat (UAW) de bons israéliens de défense nationale.

Après avoir passé un an à New York en tant que secrétaire internationale, en 1978-1979, ce fut de nouveau l'Europe, cette fois-ci pour être un des principaux dirigeants de notre section française (à la surprise de nos camarades français : quelques-uns auraient préféré manger à McDonald's tous les soirs plutôt que d'avoir une Américaine comme dirigeante de leur section). Pendant les dix années qui ont suivi, elle a été notre cadre centrale en Europe. En 1989-1990, elle a joué un rôle dirigeant quand l'Internationale a jeté toute son énergie et ses ressources dans la révolution politique qui commençait en Allemagne de l'Est.

A la conférence internationale de 1992, il y a eu une âpre bataille avec la direction française, et elle était impliquée aussi, bien sûr. A peine quelques semaines plus tard, Susan acceptait de diriger notre antenne de Moscou, une des missions les plus importantes et les plus difficiles qui aient jamais existé dans notre organisation : réimplanter le bolchévisme dans la patrie d'Octobre. Notre camarade Martha Phillips avait été assassinée cette année-là à Moscou. Moscou était un tourbillon frénétique avec toutes sortes de tâches : archives, opposants, fac, industrie et formation. L'une des principales réalisations de l'antenne de Moscou, ça a été de publier en russe et de diffuser *l'Internationale communiste après Lénine* de Trotsky. En 1995, elle est retournée à New York après 20 ans passés hors des Etats-Unis, et s'est trouvée chargée de toute une série d'activités dans les instances dirigeantes de notre Internationale et de la section américaine.

La vie de Sue parcourt l'histoire de notre parti comme un fil rouge. Au milieu des années 70, Sue avait forgé une solide direction nationale de la jeunesse. Mais après les jours fastes de la Nouvelle Gauche, le milieu des années 70 est rapidement retombé dans la tranquillité. Sue, qui était issue des années 60, avait une appréciation, parfois certainement teintée de moralisme, de la valeur de ce genre de lutte. En 1975, dans un rapport national, elle déplorait l'immaturation des recrues, leur « manque de cette profondeur

qui vient de la vision binoculaire qu'on a quand on a été maoïste, stalinien ou même militant de la Nouvelle Gauche. Le trotskysme semble évident à trop de nos jeunes camarades, et pour eux l'engagement révolutionnaire cela veut dire assister à des réunions, lire des livres, débattre contre des opposants et arrêter la came. Si lamentable qu'ait été la Nouvelle Gauche, on comprenait que devenir militant, ça voulait dire risquer la prison, se battre avec les flics etc. (ou au *minimum* risquer de se faire virer temporairement de l'école!) Et, aussi pourries et trompeuses qu'aient été les idéologies du Che, de Cleaver et de Malcolm X, faire partie d'un mouvement dont ils étaient les héros impliquait un niveau d'engagement que nos jeunes camarades n'ont pas eu à envisager. » Une bonne dose de formation politique était nécessaire, concluait-elle, et « quelques bonnes et dures batailles politiques cette année ».

A cette époque-là Susan travaillait sur l'article «Le viol et la justice bourgeoise», une polémique contre les conceptions libérales, Nouvelle Gauche et féministes de l'injustice de classe capitaliste. «Le viol et la justice bourgeoise» reste une prise de position qui nous sert de guide sur l'intersection entre la sexualité, les questions de race et de classe dans cette société capitaliste. Elle a travaillé avec Jim Robertson sur cet article et cette collaboration a cimenté un peu plus cette relation de travail de longue date, ce lien



Young Spartacus

Octobre 1975, Chicago : campagne lancée par la jeunesse spartaciste pour chasser de la fac, par des protestations et des dénonciations, Milton Friedman, conseiller économique de la junte meurtrière chilienne.

personnel et politique qui fut un des plus formateurs et des plus fructueux de sa vie.

Sue considérait le travail international dont elle avait été chargée en Europe en 1976 comme un immense défi – terrifiant et excitant à la fois. Dans une lettre qu'elle m'a écrite en 1976, elle disait :

« La France est très excitante et intéressante en ce moment. Je ne peux pas m'empêcher d'*aimer* ça, quand le monde entier semble politique et que les questions apparaissent suffisamment urgentes aux gens pour qu'ils se réunissent en groupes, argumentent et s'engueulent jusque tard dans la nuit. »

C'était, écrivait-elle, « le moment classique pour nager à contre-courant [...]. Le front populaire est sur la route du pouvoir via les élections, attirant tout le monde dans son sillage. »

Susan était bien sûr un peu une accro du travail, appliquée et parfois consciencieuse jusqu'à l'excès, bien qu'elle ait appris à se modérer un peu. Elle n'était pas spécialement douée pour les langues mais elle se débrouillait très bien en français. Elle n'avait pas beaucoup d'oreille, donc sa prononciation n'était pas terrible, ce qui était un obstacle quand elle avait affaire à des snobs. Elle avait commencé à étudier d'arrache-pied dès son arrivée, et dix ans plus tard elle travaillait toujours son français. Plus tard elle a étudié l'allemand, et quand elle était à Moscou, elle étudiait le russe quatre à cinq heures par jour au début, malgré le rythme dément du travail là-bas.

Sue maîtrisait de façon impressionnante les textes marxistes de base – Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Cannon – et elle avait une mémoire prodigieuse de ce qu'elle lisait. Elle connaissait aussi à fond notre presse et nos documents internes. Elle utilisait les textes comme un instrument de précision, allant chercher exactement le bon outil pour la bonne tâche. Quand elle se heurtait à l'esprit de clocher français, une tare chronique de la gauche française y compris parmi les soi-disant trotskystes, elle allait chercher ses munitions chez James P. Cannon, le dirigeant fondateur du trotskysme américain.

En 1983, elle a réussi à publier un texte que Cannon avait écrit à son retour d'une mission extrêmement frustrante en France en 1939, et elle en était ravie. C'était faire d'une pierre deux coups, ça servait à la fois dans la lutte *contre* nos opposants politiques et *pour* notre section française. Le fait même de publier Cannon était en soi une polémique contre la croyance profondément enracinée dans la gauche française que rien de bon ne pouvait venir des Etats-Unis. Dans l'introduction de la brochure Cannon, Susan écrivait : « Etant donné le programme, la construction de cadres dirigeants est la clé de la construction de partis révolutionnaires; et la construction des cadres demande un degré de conscience encore plus élevé et une volonté plus délibérée. » Développer des cadres et porter une attention particulière à la jeunesse étaient une caractéristique de son travail, et elle y employait ses vastes ressources intellectuelles. Elle puisait souvent dans les leçons qu'elle avait apprises, quelquefois durement, quand elle donnait des conseils aux autres.

Juste après les désastreuses élections est-allemandes de 1990 qui ouvraient la porte à la contre-révolution, elle nous avait représentés à une conférence universitaire sur Trotsky à Wuppertal, en Allemagne. Toutes les grosses légumes qui se prétendent trotskystes étaient là : Mandel, Michel Pablo, Broué.... A leur grande consternation, elle se présentait

toujours comme une révolutionnaire professionnelle. Il y avait un groupe d'universitaires soviétiques gorbatchéviens qui avaient profité de l'ouverture créée par la *glasnost*. Tout le monde dans ce milieu parlait de la période 1923-1924 en Union soviétique, que nous étions aussi en train d'étudier de façon critique à la lumière d'un certain nombre de nouveaux documents qui avaient émergé des archives soviétiques. Broué venait de publier sa biographie de Trotsky, dont nous étions en train d'écrire une critique.

Elle a écrit un rapport délicieux où on pouvait voir comment de façon charmante et fructueuse, elle avait travaillé au corps tous ces individus. Certains de ces intellectuels prétentieux ont dû se lever de table après un bon repas et s'apercevoir qu'ils avaient un couteau dans l'estomac. Lors d'un déjeuner devant un parterre de jeunes sociaux-démocrates admiratifs, elle a mis Mandel dans une colère noire quand elle l'a dénoncé pour avoir publié sans la moindre critique un article à la louange des Frères de la forêt estoniens, des fascistes baltes qui avaient combattu avec la Wehrmacht nazie contre l'Armée rouge.

Elle a aussi été notre reporter au procès du bourreau SS Klaus Barbie à Lyon en 1987. Nous avons reproduit ses notes de reporter dans *Workers Vanguard* et dans *Le Bolchévik*. En une phrase, Sue résumait le contenu politique du procès : « Le rictus de Barbie est un sourire de mépris; il peut vaincre ce tribunal de l'Etat français simplement en respectant les propres règles, car il est prêt à déclarer ce que les dirigeants français pensent depuis plus d'un siècle : plutôt un Hitler qu'une Commune, qu'un soviétique à Paris. »

Beaucoup admirent Susan à juste titre pour sa ténacité à lutter pour la précision programmatique. Le but était toujours d'arriver à la bonne position – pas d'avoir le dernier mot dans la controverse –, parce ce que ce qui *importe* vraiment, c'est la ligne du parti. Fin 1996, elle a lancé un débat intense sur le mot d'ordre « Bases US hors du Japon », qui était avancé dans notre propagande japonaise contre les bombardements américains sur l'Irak. Après quelques mois d'échanges politiques internationaux, nous sommes arrivés à une appréciation beaucoup plus nuancée et précise de comment exprimer le plus efficacement notre opposition à l'armée impérialiste US dans différents contextes de ce monde postsoviétique.

En 1992, après que la section française avait succombé à de multiples pressions, en particulier l'effondrement du stalinisme, elle n'a jamais cessé d'essayer de démêler ce qui s'était passé. Quand elle est retournée en France, en 1995 au moment des grandes grèves, pour aider à redresser la



Le Bolchévik
Banderole de la LTF lors d'une manifestation à Paris contre la guerre du Golfe en 1991



Le Bolchévik

section, elle a pu à nouveau la diriger parce qu'elle avait elle-même analysé une grande partie de l'histoire récente et compris un certain nombre de choses.

Susan et François étaient un couple remarquablement assorti. Quand elle est tombée malade, Susan l'a appelé son « grand héros ». Il la traitait avec une tendresse sans faille. En 1995, elle écrivait à sa cousine Cathy à propos de son mariage proche : « Qui sait ce que l'avenir réserve, ou combien de temps nous serons ensemble, mais je n'échangerais ça pour rien au monde. »

Susan a souhaité être incinérée. Trotsky écrivait dans *les Questions du mode de vie* que « l'incinération » est « justement un puissant moyen de lutte antireligieuse ». Donc c'était, comme l'a fait remarquer François, son dernier acte de propagande. Personnellement, j'ai trouvé une conclusion appropriée dans la description que faisait Trotsky de son ami et camarade Adolf Joffé :

« Joffé était un homme d'une grande ardeur intellectuelle, très chaleureux dans toutes les relations personnelles, et totalement loyal à la cause [...]. La bravoure personnelle de cet homme très malade était vraiment magnifique [...]. C'était un très bon orateur, réfléchi et convaincant, et il montrait les mêmes qualités comme écrivain. Dans tout ce qu'il faisait, il était attentif aux moindres détails - une qualité que ne possèdent pas beaucoup de révolutionnaires [...]. Pendant de longues années j'ai été lié avec lui plus étroitement qu'avec aucun autre. Sa loyauté envers l'amitié ainsi qu'envers les principes était sans égale. »

Bruce Anwar : Susan a introduit le canonisme en France. Il y a tant de façons de montrer ce que cela signifie que je ne peux qu'effleurer la question. Il y avait le soin méticuleux qu'elle mettait à organiser les choses jusqu'aux moindres détails, ce qui constituait une telle rupture avec la négligence organisationnelle qui sévit dans la gauche française depuis au moins l'époque de Trotsky.

LE BOLCHEVIK

Une campagne financière réussie

Salut aux mineurs britanniques!

n°51, décembre 1984

Meeting à Paris, fin 1984, de Paul Brewin (au centre), mineur britannique en grève, dans le cadre d'une tournée de collecte de fonds prise en charge par la LTF.

Un seul exemple: le cortège que nous avons formé dans la manifestation contre Reagan quand il est venu en Europe en 1982. Mitterrand était au pouvoir depuis un an et jouait le rôle de fer de lance de l'hystérie antisoviétique en Europe. La gauche française avait appelé à une manifestation contre Reagan, mais elle se vautrait dans le chauvinisme anti-américain pour enjoliver l'impérialisme français et le front populaire au pouvoir.

La LTF avait publié un supplément: « Reagan et Mitterrand: fauteurs de guerre antisoviétiques ». Pour préparer le cortège, Susan avait emmené tout le parti quelque part dans un champ près de Rouen et nous nous sommes entraînés à défilé en formation militaire pour que chaque camarade connaisse sa place dans le cortège. Le cortège était très impressionnant et il a eu un impact énorme sur la gauche. Il a également illustré un autre point: Susan s'est constamment battue pour rompre ce que nous appelions « l'impasse historique », à savoir que nous n'étions guère plus de quelques dizaines dans un pays où trois groupes ayant chacun plusieurs milliers de membres s'autoproclamaient trotskystes. Dans les manifestations, la pratique courante - imposée par les nervis staliniens - c'était que leur cortège défile en tête - la manif étant supposée être « la leur » -, que la masse des ouvriers défilent derrière eux, et que les petits groupes de gauche marchent en queue de peloton. Les nervis de la LCR copiaient les staliniens et s'assuraient que les petits groupes étaient loin derrière. Mais en ce qui nous concerne nous n'acceptons pas cette pratique, du moins lorsque nous pouvions l'éviter. J'étais généralement responsable du service d'ordre et Susan était invariablement à mes côtés, vous voyez sa taille, grosso modo la moitié de la mienne, et elle me poussait à être plus agressif pour ouvrir une voie à notre cortège dans la manifestation.

Je voudrais enfin mentionner le combat que Susan a mené depuis le début contre la « conception star » des diri-

geants qui est si répandue dans la gauche française. Elle se battait contre les «divas» qui pensaient qu'ils étaient les seuls à incarner la direction, mais aussi contre ceux qui hésitaient à prendre des responsabilités et qui la voyaient, elle, comme la «star» qui doit tout faire. Susan ne prétendait pas développer quelque chose de nouveau ou d'original, elle appliquait simplement l'expérience de Lénine, Trotsky, Cannon et des fondateurs de notre tendance. «Simplement» ça.

Gérard Lenny: Je me souviens, quand j'étais jeune membre, Susan m'a dit un jour, «tu sais, nous avons un plan pour prendre le pouvoir» et elle m'a expliqué d'une façon très simple notre perspective de reforge la Quatrième Internationale de Trotsky. C'était pour moi quelque chose de nouveau, un peu comme une «révélation» sauf qu'elle était profondément matérialiste. Ça plaçait nos tâches sous un jour nouveau et surtout à quel point la lutte contre nos opposants, qui reliaient l'idéologie bourgeoise dans le prolétariat, est centrale pour scissionner les partis réformistes et prendre le pouvoir.

En fait, Susan avait cette capacité de traduire simplement et d'une façon pédagogique des choses plutôt complexes – notamment pour entraîner les jeunes camarades – qu'elle maîtrisait parfaitement avec une profondeur marxiste sans équivalent dans le parti. Ce n'est pas un hasard si les camarades se rappellent la présentation qu'elle a faite en 1987 sur «La lutte pour la Quatrième Internationale». L'objectif était de recruter les jeunes militants de LO qui avaient des problèmes avec le soutien de leur organisation au front populaire de Mitterrand et avec son refus de défendre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique dans la guerre froide, comme par exemple en Afghanistan où LO était du côté des impérialistes. Avec sa présentation de ce jour-là, nous étions tous armés pour continuer le travail.

Susan cherchait à faire assimiler par la section française les leçons de Cannon sur la construction du parti. En effet, contrairement à Cannon, qui a réussi à construire aux Etats-Unis une organisation trotskyste solide qui a résisté pendant plus de 30 ans aux pressions du travail révolutionnaire dans le bastion de l'impérialisme, le mouvement ouvrier français a été négativement affecté par les luttes de cliques incessantes et sans clarté programmatique dirigées par un conglomérat de «stars» individuelles. C'est à ce niveau que la bataille pour faire émerger le trotskysme en France

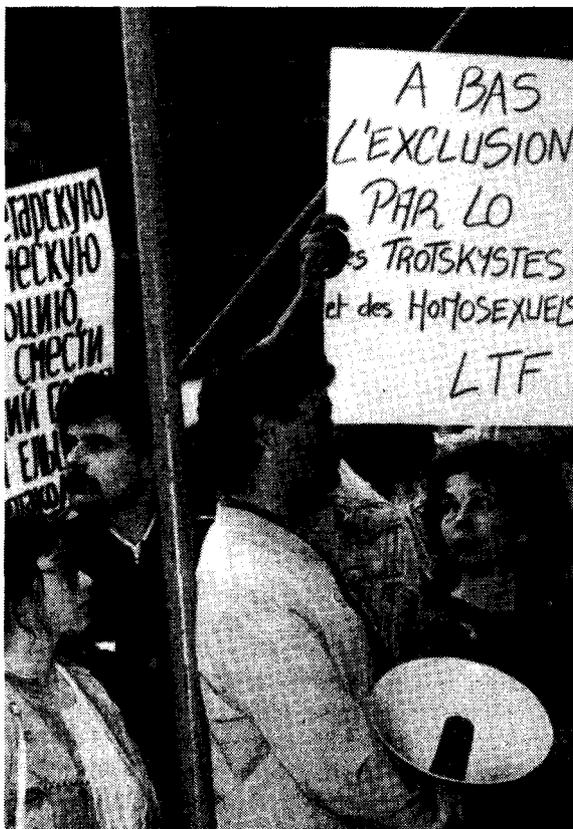
était posée, et en commençant par ses premiers documents, c'était les leçons de Cannon que Susan poussait pour construire notre section.

En 1983 nous avons publié une brochure sur Cannon intitulée «La question française». C'est Susan qui était derrière ça. Cette brochure contient les documents qui témoignent du combat patient mais infatigable de Cannon pour rassembler les cadres d'avant-garde trotskystes et forger une direction collective. La conception centrale du canonnisme que Susan avait assimilée et qui guidait notre intervention quotidienne pour construire notre parti, c'est notre conception du combat pour des cadres dirigeants et, comme Cannon le disait,

«[la direction] a les caractéristiques fondamentales suivantes: elle est faite de gens qui sont, avant tout, unis sur le programme; pas sur chaque question qui se pose dans le travail quotidien, mais unis sur le programme fondamental du trotskysme [...]. La deuxième caractéristique c'est que l'équipe dirigeante est une sélection *inclusive* et non *exclusive*. Elle n'a pas de composition fixe, mais laisse délibérément la porte ouverte pour inclure des éléments nouveaux, pour en assimiler et développer d'autres, de sorte que l'équipe dirigeante, insensiblement, s'élargit en nombre et en influence tout le temps.»

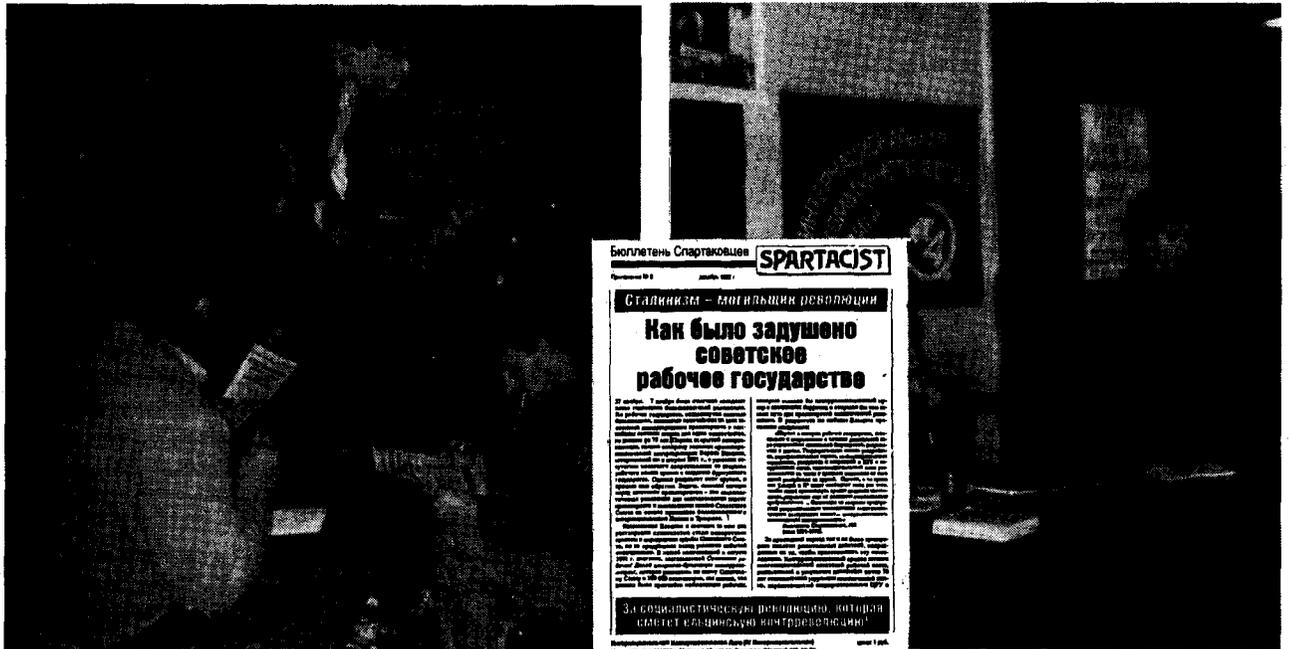
C'est cette direction inclusive que Susan cherchait à construire, en cherchant à utiliser au maximum les capacités des camarades. «De l'audace, de l'audace et encore de l'audace» est une maxime que Susan avait totalement faite sienne. Elle s'est constamment battue contre le repli, la frilosité, la paralysie du parti, trouvant toujours le moyen de mettre en pratique notre programme dans la réalité.

Eibhlin McDonald: C'est sur le rôle que Susan a joué en tant que représentante du Secrétariat international en Europe que je voudrais baser mes propos, car c'est à cette occasion que je l'ai connue. Une de ses qualités était de savoir former au combat contre les opposants. Elle nous mobilisait pour que notre intervention annuelle à la Fête de Lutte ouvrière soit une opération internationale et elle nous aidait tous à la préparer. Elle était douée pour trouver les contradictions des opposants et les exploiter, et elle détestait qu'on soit passif quand il se présentait une occasion de construire le parti. Le premier exemple dont je me rappelle c'était en 1980. Workers Power avait évolué vers la gauche sur la question russe avec l'entrée des troupes soviétiques en



Le Bolchévik

La LTF proteste contre l'exclusion des militants anti-SIDA d'Act Up lors de la fête de Lutte ouvrière en 1992. La LTF elle-même a été exclue par LO pour avoir défendu Act Up.



La Station de Moscou de la LCI distribue un supplément en russe intitulé « Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé » pendant la grève des mineurs ukrainiens de juin 1993 ; elle explique les racines de la contre-révolution capitaliste lors d'un meeting public à Moscou fin 1992.

Afghanistan. La SL/B balayait cela d'un revers de main, en disant qu'ils étaient « toujours au fond des tenants du troisième camp ». Susan était furieuse. Elle nous a écrit en lettres majuscules : « OÙ EST LE GRAND ARTICLE DANS SPARTACIST BRITAIN QUI PARLE DE CA ?? »

Quand il s'agissait d'attaquer les préjugés des opposants, elle avait un sacré courage. L'exemple le plus spectaculaire c'était contre LO en 1992, à leur fête. Ils avaient exclu Act Up; nous les avons défendus, et LO a menacé de nous exclure. Nous avons organisé une manifestation spectaculaire devant la grande tente où avait lieu le débat LO-LCR annuel. Nous sommes soudain apparus sans bruit et nous sommes restés là avec des pancartes qui dénonçaient l'homophobie et l'anticommunisme de LO. Nous sommes arrivés juste au moment où un orateur de LO expliquait que le droit de vote pour les immigrés n'était pas important... après tout, selon lui, le droit de vote pour les femmes n'avait rien changé !

Susan a fait en sorte que la LTF joue un rôle actif dans la grève des mineurs britanniques de 1984-1985. Dominique est venue à Londres et a donné un meeting (auquel assistaient des mineurs en grève) sur notre combat contre le front populaire de Mitterrand. Des mineurs sont venus en France pour collecter de l'argent. Paul Brewin adore parler de son travail avec les camarades français pendant la grève. Quand je lui ai appris la mort de Susan, il s'est rappelé sa visite en France et il a dit que c'était « des moments durs, mais de bons moments ». Il dit qu'il a appris pour la première fois ce qu'est un stalinien quand le service d'ordre de la CGT, à Rouen, l'a chassé de « leur territoire » où il collectait de l'argent.

Mon histoire préférée sur Susan, je l'ai découverte dans un vieux bulletin. En 1976, Susan, âgée de 28 ans, avait été envoyée en mission pour le Secrétariat international à Gê-

nes, en Italie. Un groupe de trois militants avait rompu sur la gauche et affirmait être d'accord avec la tendance spartaciste. Mais les choses n'avançaient pas. Susan a alors écrit un rapport qui disait qu'ils devaient aller s'installer dans une ville, écrire des polémiques et faire du travail politique, sinon ils resteraient à tourner en rond et à concocter des théories sur les déviations de notre parti. Ce langage direct avait offensé le dirigeant, je suppose parce que ce n'était pas du « trotskysme de haut niveau ». Bien sûr, Susan n'avait pas pu s'empêcher de parler de l'Eglise catholique : « La société italienne est tellement bizarre – cela me crispait de voir tellement de curés se promener en public comme s'ils y avaient leur place. » Cela a rendu le dirigeant de ce groupe furieux. Il a qualifié son rapport d'« inepte », « irréfléchi », « grossier » et « insensible ». Il était tellement rétrograde qu'il supposait que cette femme jeune et jolie, une Américaine par-dessus le marché, ne pouvait être qu'une tête de linotte. Mais Susan était une communiste cultivée. Son problème à lui, c'est qu'il voulait voter pour les partis ouvriers dans le front populaire.

Tom Adams : Calme, déterminée et courageuse. J'aime ces mots, c'est en quelque sorte ce dont je voulais parler. Quand Susan a appelé la famille tard, très tard une nuit de janvier dernier, pour nous dire que le cancer était revenu et qu'elle n'allait finalement pas s'en sortir, elle m'a dit quelque chose que, je dois l'admettre, j'ai considéré à l'époque comme une bravade. Mais maintenant que nous avons tous traversé ces 12 derniers mois avec elle, et que nous l'avons vue mourir, maintenant je sais que c'était loin d'être une bravade quand elle a dit « mourir jeune n'est pas la pire chose au monde ». Je pense que nous sommes tous unis aujourd'hui autour du mot d'ordre que je crois révolutionnaire : « nous aimons Susan ! »



Spartacist

Moscou, avril 1994 : meeting de la LCI annonçant la publication de la toute première édition russe de l'ouvrage de Trotsky « l'Internationale communiste après Lénine ».

Depuis ce 6 février neigeux où j'étais assis ici, où je tenais sa main et où je partageais un de ses derniers souffles courageux, j'ai médité ces mots, « mourir jeune n'est pas la pire chose au monde ». Au cours de ces quatre dernières semaines de chagrin, je pense que j'ai compris en partie ce qu'elle voulait dire. Qu'est-ce que Sue considérait comme la pire chose au monde ? Eh bien, ça a commencé à devenir évident pour sa famille, je pense, à la fin des années 60 quand nous vivions en face de l'Université de Californie à San Diego. Avoir décidé d'habiter là est peut-être quelque chose que mes parents ont fini par regretter. Ca lui permettait de participer très facilement aux réunions de la section du SDS, et je pense que c'est à cause des distributeurs automatiques de cigarettes que j'ai commencé à fumer. Elle allait à des manifestations d'un bout de l'Etat à l'autre, et elle s'est fait jeter en prison parce qu'elle avait occupé un bâtiment administratif pour protester contre la guerre. Dans notre famille, bien sûr, c'était un tremblement de terre, quand le père immigré grec voyait sa fille derrière les barreaux et devait payer sa caution pour la faire sortir.

Autour de la table à manger familiale, à cette époque, Sue faisait beaucoup de choses que vous faisiez aussi, j'en suis sûr, à cette époque, et qui consistaient à faire comprendre à vos familles que l'époque était vraiment en train de changer. Son père, comme beaucoup d'entre vous le savent, était un immigrant originaire d'un petit village de Grèce, un ancien combattant de la Deuxième Guerre mondiale, un produit du GI Bill [programme de subvention de l'éducation pour les anciens combattants]. Sa mère aussi était une immigrée dans un sens ; à la fin des années 1920, avec sa propre mère qui l'élevait seule, elle avait émigré

vers le Nord, de l'Arkansas à Chicago via le Missouri, pour courir après le rêve américain, comme l'ont fait beaucoup de gens. Maman était bien sûr à beaucoup d'égards un modèle, en particulier pour les filles de la famille. Et, au fil des années, elle a saisi toutes les ouvertures qui se présentaient petit à petit dans la société sexiste de l'époque, et elle a appris à ses filles à ne pas hésiter à ouvrir d'autres portes à coups de pied.

Bien qu'Ange ait toujours prétendu descendre d'Alexandre le Grand, son ancêtre spirituel c'était plutôt Socrate. Ils voulaient, aussi étrange que cela puisse paraître, élever des enfants qui penseraient par eux-mêmes, remettraient en cause les idées reçues et se méfieraient de l'opinion courante. Ils ont certainement convaincu Susan, je pense, qu'une des pires choses dans la vie serait de croire quoi que ce soit sur parole. Je crois que pour Susan, une autre des choses qui étaient pires que de mourir jeune, ç'aurait été de ne pas respecter le célèbre précepte de Socrate : « Une vie sans examen ne vaut pas la peine d'être vécue. » Une vie sans examen, bien sûr, serait la vie conventionnelle distraite que la plupart des gens vivent sans y penser.

Donc tout cela aurait été mauvais : la vie sans y réfléchir, la foi aveugle. Mais qu'est-ce que Susan aurait considéré comme la pire chose au monde ? Je pense que c'est assez évident pour tout le monde dans cette pièce. De savoir qu'il faut changer le monde mais de ne rien faire pour le changer.

François : Susan s'en est allée aussi paisiblement que possible. Elle avait très peur des souffrances qu'elle aurait pu endurer, et elle n'a pas enduré le pire de ce qu'elle craignait. Elle a passé son dernier jour à écouter de magnifiques arias

de Mozart. Et elle était aussi très contente que tant de gens, camarades et parents, viennent lui rendre visite.

Je voulais vraiment parler de son sens de la beauté. Elle disait toujours que quand elle avait commencé la politique beaucoup de choses avaient trouvé leur place : la politique, la sexualité, la musique, la peinture. Elle disait qu'il y avait d'un côté le catholicisme et la religion, et de l'autre la sexualité et un tas d'autres choses, dont la politique, et elle savait exactement dans quelle direction elle irait. Pour elle, devenir politique et devenir une dirigeante politique, en partie cela signifiait lutter contre tous ces trucs psychologiques qui rendent conservateur. Elle me disait souvent « Il n'y a pas moyen d'aborder les problèmes politiques et d'y réfléchir si tu laisses ta subjectivité s'en mêler ».

Elle avait toujours des projets en tête. Elle m'étonnait toujours par son énergie. Quand nous rentrions à la maison à 11 heures du soir, après une longue journée de travail, elle disait : « Bon, et si nous faisons les trois choses suivantes maintenant ? » Elle écrivait dans son journal, « je pense que je dois *terminer* mes projets et ensuite en avoir *d'autres* ».

Il y en a un que nous avons terminé et sur lequel *Workers Vanguard* a travaillé si dur. C'est « Les femmes et la Révolution française ». Je veux essayer d'expliquer d'où c'est venu. Ça faisait partie de son attachement à lutter pour la libération des femmes. Pendant toutes ses années en France, elle a fait un énorme boulot pour former de jeunes cadres, et en particulier des cadres femmes, en combattant les stéréotypes politiques de la société qui dit qu'elles sont peut-être bonnes pour ceci ou pour cela, mais pas pour penser, parce que c'est un truc d'homme. Sans répit, elle opposait le spartacisme à l'esprit de clocher et au machisme. Quand nous avons exclu un camarade au début des années 1980 parce qu'il battait sa femme, aucun de nos opposants politiques en France ne pouvait le croire. Ils disaient : « Bon, soit, il battait sa femme. Mais quelle était la *vraie* raison de son expulsion, la raison politique ? » Voilà jusqu'où allait leur machisme.

Un autre projet qu'elle avait en cours, c'était d'indexer le premier volume de *Spartacist* édition française. C'était très important pour elle. Ça fait partie de la formation d'une nouvelle génération de cadres communistes, et ça fait aussi partie de notre continuité. Une chose dont elle était très fière, c'était de faire partie d'une génération de cadres formés en collaboration directe avec le camarade Jim, qui a lui-même été formé dans le SWP et par James Cannon ; c'est notre continuité avec Trotsky et les bolchéviks. Elle était très fière, et toujours très consciente de transmettre cette expérience à une nouvelle génération.

Ça va aussi avec sa façon de faire de la politique. La po-

litique ce n'est pas quelque chose de spontané. C'est un travail dur, c'est conscient, ça nécessite de la réflexion et de ne jamais rien faire à moitié. J'ai trouvé une intéressante citation dans son journal, où elle dit « Une intuition *doit* s'exprimer par des mots et c'est *là* où le temps intervient. Donc ce n'est pas juste *voilà* ! » C'est, entre autres, comme ça qu'elle formait, mais aussi inspirait de jeunes communistes. Pour moi, une anecdote illustre ça : jeune militant dans le local de Paris, j'étais en train de mettre un verre dans l'évier ; elle passait dans la cuisine et me dit : « Je suis contente. Je vois que tu vas laver ce verre. » Etant alors un jeune mâle, je ne suis pas sûr que c'était ce que j'allais faire. Enfin, la leçon c'est que, après ça, je ne pense pas avoir jamais laissé le bordel dans un des locaux dans lesquels j'ai travaillé.

La dernière chose que je voulais mentionner, c'est à quel point elle aimait son père. Elle me racontait une histoire sur lui dont elle était très fière : c'était au début des années 60, ils regardaient à la télé un reportage sur les manifestations pour les droits civiques. Son père était vraiment conservateur, je crois. Pourtant, il s'est retourné et il a dit : « Si on empêchait mes gosses d'aller à l'école à cause de leur origine ethnique ou de leur couleur, je serais dans la rue avec ces gars-là. »

Finalement, je voulais que tout le monde sache que nous avons organisé une petite cérémonie pour disperser les cendres de Susan. Elle voulait que ce soit fait en face d'Ellis Island, qui était pour elle le symbole de ses origines, dans une famille d'immigrés grecs du côté de son père. Et c'est aussi face à l'océan ; comme elle disait, c'est entre l'Europe et l'Amérique, les deux endroits où elle avait passé les deux parties de sa vie.

Elle écrivait : « Quand on est révolutionnaire, on passe vraiment toute sa vie à préparer la révolution. » C'est tout simplement ce qu'on doit faire, et c'est exactement ce qu'elle a fait. ■

COLLECTION DU MEMORIAL SUSAN ADAMS

En l'honneur de notre camarade Susan Adams, la Prometheus Research Library (PRL – Bibliothèque de recherche Prométhée) crée une collection spéciale qui sera un tribut à son engagement, toute sa vie durant, dans le combat pour la libération des femmes par la révolution socialiste. La PRL, qui est le centre principal d'archives de la Spartacist League des Etats-Unis, sollicite les contributions pour enrichir ses collections de documents actuels ou d'archives du mouvement marxiste et du mouvement ouvrier concernant la question femmes, en particulier dans ses aspects internationaux. Cette collection spéciale permettra à nos camarades et aux chercheurs qui la consultent de poursuivre l'étude de ce champ de grande importance pour les marxistes. Ceux qui souhaitent faire une contribution peuvent envoyer un chèque, établi à l'ordre de Spartacist avec la mention « Fonds du mémorial Susan Adams », à l'adresse suivante : Box 1377 GPO, New York, NY 10116, Etats-Unis.

Pour un parti...

Suite de la page 2

un **gouvernement capitaliste** ! La Ligue trotskyste de France s'oppose, et s'est toujours opposée **par principe**, aux fronts populaires : Non à la collaboration de classes ! Notre point de départ, c'est qu'il faut se battre pour forger un vrai parti ouvrier, comme le parti bolchévique de Lénine et de Trotsky, qui se batte pour un véritable gouvernement ouvrier qui exproprie la bourgeoisie et qui conduise à une société sans classes, socialiste et égalitaire.

Un gros problème avec le système capitaliste c'est aussi que son cycle boom-récession est ponctué par des bombes. C'est en faisant des guerres que les rapaces capitalistes conquièrent de nouveaux marchés pour l'exploitation. Comme l'a montré la provocation de l'avion-espion américain en Chine, il y a de bonnes chances que le prochain conflit soit nucléaire et ce n'est pas seulement le fait des cinglés anticommunistes de Washington qui essayent de renverser l'Etat ouvrier déformé chinois. Il ne faut pas oublier les essais nucléaires de la France dans le Pacifique, ses troupes impérialistes dans les Balkans et son histoire sanglante et ses ambitions rapaces au Proche-Orient, en Afrique du Nord et ailleurs.

Le système capitaliste amène le chômage, la misère et la guerre

La colère gronde dans la classe ouvrière, et elle est en grande partie tournée contre les dirigeants traditionnels du mouvement ouvrier, du PS/CFDT et des PC/CGT. Le message des élections municipales de mars dernier a été clair. Le PCF a essayé des défaites humiliantes, perdant des municipalités qu'il détenait depuis longtemps. Des ministres en vue du gouvernement, PS ou PC, comme Guigou, Lang ou Gayssot, n'ont pas obtenu les mairies qu'ils briguaient. La colère ouvrière n'est pas étonnante quand on voit comment ces organisations ont trahi leur base. Lorsque la CFDT tenta de faire avaler en force le « référendum » sur les 35 heures de la direction de l'usine Michelin à Clermont-Ferrand, les syndiqués CFDT fondèrent une section SUD. En automne dernier, la direction de la CGT s'est rangée du côté du gouvernement et a tout fait pour saboter le soutien à la lutte des camionneurs contre le prix du carburant, qui était combative et rencontrait beaucoup de sympathie populaire, en prétendant que c'était une « grève de patrons ». Lors d'un meeting de la CGT à la Mutualité, les délégués l'ont fait comprendre aux dirigeants qui se sont fait huer. A cause du soutien du PCF à la supercherie des lois Aubry sur les 35 heures, qui ont intensifié la « flexibilité » (au point que l'élastique est prêt à péter) les ouvriers quittent le PCF et la CGT par vagues entières ; pendant la dernière grève des cheminots, il y a au moins une section locale de la CGT qui se serait dissoute à Lens.

Mais reconnaître que le Parti communiste trahit et qu'il est à plat ventre devant le gouvernement Jospin, ce n'est que le commencement de la sagesse. Il y a tout un tas d'autres charlatans qui ont des discours apparemment plus gauches qui en fait dissimulent fondamentalement la même politique de **réforme** de l'Etat capitaliste, alors que ce qu'il faut c'est une **révolution socialiste**. Et la lutte contre le chômage en France aujourd'hui l'illustre mieux que n'importe quoi. Des dizaines de milliers de travailleurs ont été licenciés ces derniers mois et la liste augmente tous les jours : LU-Danone, Marks & Spencer et AOM sont les plus

connus mais il y a aussi la Sagem, Alcatel, Philips, Ericsson, l'automobile avec Sylea, Valeo, Delphi, la chimie avec Aventis, tout comme Bull et Moulinex-Brandt.

Dans *l'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale (programme de transition)*, Léon Trotsky écrivait :

« **Le droit au travail** est le seul droit sérieux que l'ouvrier ait dans une société fondée sur l'exploitation. Cependant, ce droit lui est enlevé à chaque instant. Contre le chômage, tant "structurel" que "conjoncturel", il est temps de lancer, en même temps que le mot d'ordre des travaux publics, celui de **l'échelle mobile des heures de travail**. Les syndicats et autres organisations de masses doivent lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas par **les engagements mutuels de la solidarité**. [...] Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste. »

Cette approche marxiste révolutionnaire définit clairement une ligne d'indépendance de la classe ouvrière, et montre aux ouvriers et aux chômeurs comment lutter ensemble contre la bourgeoisie. Cela contraste fort avec la façon dont la minable et mal-nommée « extrême gauche » française lie les opprimés aux oppresseurs dans cette crise de l'emploi, avec ses appels ridicules à « interdire les licenciements ». Si l'Etat capitaliste pouvait interdire les licenciements, le capitalisme serait un système rationnel et pas, comme tout marxiste le sait, un système motivé par le profit qui pousse à réduire les salaires et à appauvrir le prolétariat et qui conduit à des crises périodiques de « surproduction », c'est-à-dire au chômage massif. Ne se contentant pas de semer des illusions en demandant à l'Etat d'interdire les licenciements, ces réformistes liquident la puissance du prolétariat en tant que classe – en tant que producteurs sur le lieu de production dans l'économie capitaliste – et découragent des actions de grève ou d'occupations d'usine au profit d'impuissants appels à des boycotts de consommateurs. Dans une situation de crise économique, des actions audacieuses comme des occupations d'usines sont plus efficaces que de simples grèves économiques. Mais les réformistes préfèrent ne pas le faire parce que c'est un défi

Meeting de la LTF

Le PCF cherche à donner de la crédibilité à l'impérialisme « humanitaire »

La torture pendant la guerre d'Algérie : le vrai visage de l'impérialisme français

Jeu

di 17 mai, 19h30
CICP, 21 ter, rue Voltaire
Paris, M° Rue des Boulets

Pour contacter la LTF :

Paris : 01 42 08 01 49 Rouen : 02 35 73 74 47

à la propriété capitaliste.

La LCR d'Alain Krivine est celle qui s'enthousiasme le plus pour remplacer les grèves par des boycotts de consommateurs. Elle déclare: «qu'est-ce que le boycott, sinon une grève des achats, qui peut avoir le même effet qu'une grève de la production?» (*Rouge*, 12 avril). Lutte ouvrière a avancé quelques critiques au début mais a fini par s'y joindre, prétendant cyniquement qu'un boycott «peut, peut-être, peser sur les décisions de la direction de Danone, et infléchir ses projets» (*Lutte Ouvrière*, 6 avril). Mettons de côté pour le moment le fait que certains des travailleurs de Danone sont eux-mêmes contre un boycott parce qu'ils ont peur que cela conduise à encore plus de licenciements ou de fermetures d'usines. Le problème central c'est que la division fondamentale dans la société n'est pas entre les propriétaires et les consommateurs. Ce sont les ouvriers qui produisent les richesses de cette société. Ils ont une puissance sociale considérable, mais cette puissance est détournée et gaspillée par des charlatans comme ceux du PC, de LO et de la LCR. Le fait que la gauche ne pense même plus en termes de classes sociales mais pousse à des inepties comme des «boycotts de consommateurs», montre à quelle point elle a dégénéré.

Cela fait longtemps que LO appelle à «interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits», et cette revendication figurait au premier plan de sa propagande pour les élections municipales. LO dit: «Il ne s'agit pas de trouver une bonne façon de mieux gérer les licenciements mais d'imposer qu'ils soient interdits à commencer dans les entreprises qui font des profits» (*Lutte Ouvrière*, 6 avril). La LCR aussi propose: «le licenciement pour cause de profits doit être légalement interdit par le Code du travail» (*Rouge*, 5 avril). C'est du crétinisme parlementaire et cela déplace toutes les luttes des ouvriers à l'usine et dans la rue... vers le parlement. En cela, ils ne diffèrent guère du PCF qui appelle à un «moratoire sur les licenciements» (c'est-à-dire une interdiction, mais temporaire!), ou du PS qui demande qu'on rende «plus coûteuses les décisions de supprimer des emplois» (on imagine le patron en train de dire «ça me coûte plus qu'à vous»). Ce qu'il y a de commun dans toutes ces propositions, c'est la notion qu'il ne faut pas toucher à l'Etat capitaliste et aussi que le capitalisme est un système juste et équitable qui peut être rationalisé. Mais c'est impossible et c'est un *cruel mensonge*! La bourgeoisie garde en réserve ce que Marx appelait «une armée de réserve de chômeurs» comme arme contre le mouvement ouvrier. Pour faire le maximum de profits, les capitalistes exploitent les ouvriers autant qu'ils le peuvent et achètent la force de travail au prix le plus bas possible.

Contre ces réformistes qui cherchent à venir au secours de l'ordre capitaliste, nous exigeons: *Une échelle mobile des salaires et des heures de travail! Répartition du travail entre toutes les mains ouvrières sans diminution de salaire! Organisez les non-*

syndiqués dans les syndicats! Pour une formation professionnelle organisée par les syndicats pour les jeunes et les minorités opprimés! Flics et matons, hors des syndicats!

Race, classe, parti et syndicats

Etant donné la trahison des directions syndicales et des partis réformistes, il n'est pas étonnant que les conceptions syndicalistes soient de nouveau en vogue dans le mouvement ouvrier. La grève des cheminots a montré qu'il y avait une couche de jeunes travailleurs qui était combative. Elle a aussi montré la faillite des directions syndicales. Un jeune travailleur disait à un militant du *Bolchévik* que dans leurs discussions, ses camarades et lui se demandaient s'il fallait un parti ou seulement un nouveau mouvement syndical révolutionnaire. Ces jeunes travailleurs avaient eu le courage de stopper totalement le fret et voyaient leurs efforts en train d'être sabotés par les directions qui appelaient à la reprise du travail (CGT, CFDT) ou qui cherchaient à éviter que les ouvriers mettent en place des piquets de grève «illégaux» (SUD, FGAAC). Et, bien entendu, ils cherchent un moyen de se battre. Pour ces jeunes militants, contourner les syndicats et trouver une nouvelle organisation pas corrompue, une sorte de syndicat révolutionnaire, cela semble intéressant, mais l'idée n'est pas nouvelle.

Nous sommes dans une période politique marquée par un recul du niveau de conscience politique à cause de la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et le triomphalisme de la bourgeoisie qui claironne partout que le communisme est soi-disant «mort» (elle ne crânera pas autant quand la bourse s'effondrera). Ce n'est pas le communisme qui a échoué, c'est le stalinisme. L'effondrement de l'Union soviétique a été une défaite historique pour le prolétariat au niveau international. Notre organisation, la Ligue communiste internationale, s'est battue avec tous les moyens à sa disposition pour défendre l'Union soviétique contre la contre-révolution capitaliste et pour réimplanter les idéaux du véritable bolchévisme dans la patrie de la révolution d'Octobre 1917. Par contre nos adversaires soi-disant trotskystes, comme LO et la LCR, ont soutenu toutes les croisades antisoviétiques, que ce soit Solidarność, le «syndicat» antifemmes du pape, ou la réaction islamiste en Afghanistan, que ce soit les contre-révolutions qui ont

Spartacist

(édition française)

n°30

Printemps 1997

10 F (64 pages)

Le Spartacist édition française n°30 est la toute première publication en français d'une sélection de documents cruciaux du dirigeant trotskyste James P. Cannon, centrés sur le combat pour construire un parti révolutionnaire prolétarien.



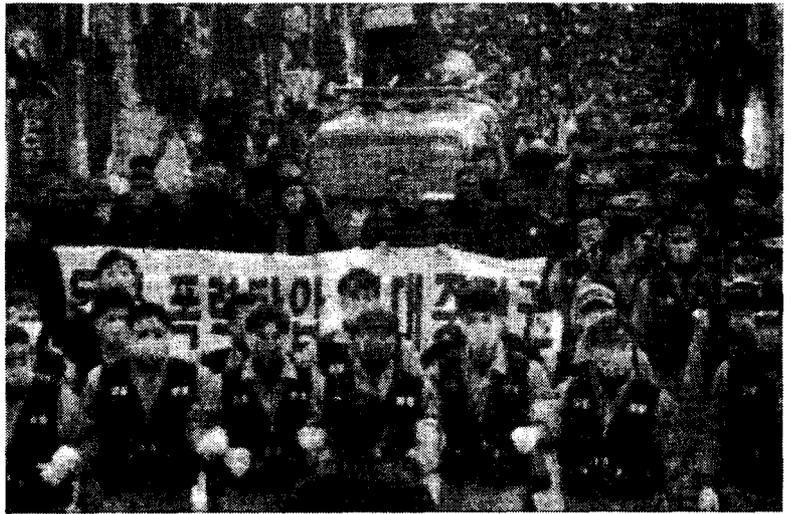
Commande : Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

transformé les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est en terres sinistrées capitalistes, ou la destruction de la révolution d'Octobre elle-même. Ceux qui ne peuvent pas défendre les anciennes conquêtes ne peuvent pas en faire de nouvelles. Alors, avant de vous tourner vers ces groupes pour défendre vos boulots, regardez pour quoi ils se sont battus dans des batailles qui ont été cruciales pour le prolétariat russe dont la vie et les moyens de subsistance ont été dévastés.

Mais rejeter l'idée même de parti léniniste, c'est *confondre* le bolchévisme avec les réformistes staliniens ou les centristes, comme les PCF, LO et LCR qui se disent communistes. C'est ce qui a provoqué une recrudescence d'anarcho-syndicalisme. L'erreur fondamentale de ceux qui cherchent à construire de nouveaux syndicats révolutionnaires c'est qu'ils réduisent à une question d'organisation un important problème *politique*, à savoir, comment arracher la masse des ouvriers à l'influence des directions syndicales traîtres. Les syndicats sont des organisations de défense des travailleurs sur le lieu de production, leur objectif est de protéger l'intégrité du prolétariat en tant que classe en soi. Mais pour conquérir le *pouvoir d'Etat*, il faut mobiliser sur la base d'une *conscience politique révolutionnaire*, et c'est de l'*extérieur* que celle-ci doit être apportée au prolétariat, par l'intermédiaire d'un parti d'avant-garde léniniste qui va au-delà des frontières étroites de l'arène syndicale.

Y substituer l'idée d'un « syndicat révolutionnaire » ou d'un « parti syndicaliste » ne fait que diviser encore plus le mouvement syndical. En tant que communistes, nous sommes pour des *syndicats industriels*: la classe ouvrière devrait être unifiée dans un seul syndicat, par industrie, pour être le plus à même de lutter contre les patrons et l'Etat capitaliste. C'est absolument le contraire de la politique de la gauche en France qui tend à faire des syndicats des sortes de partis, divisant la classe ouvrière selon des clivages partisans, ce qui endommage la capacité des ouvriers à s'organiser et à se battre *en tant que classe*. Par contre, nous, Ligue trotskyste, pensons que le parti révolutionnaire doit se construire sur la base d'un programme politique bien déterminé, qu'il est vital en tant que léninistes d'y débattre et résoudre les divergences politiques. Une des tâches les plus importantes d'un parti révolutionnaire, c'est de se battre pour gagner la direction des syndicats et pour les renforcer afin de défendre les intérêts du prolétariat contre les attaques des capitalistes et de leur Etat.

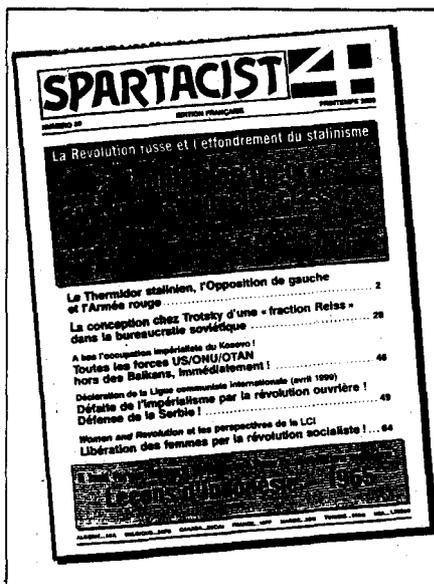
Il faut que le jeune cheminot qui parlait de créer un nouveau syndicat révolutionnaire et qui pensait qu'une telle



En février dernier, les ouvriers sud-coréens de Daewoo manifestent contre les licenciements.

organisation suffirait à changer la société et à améliorer le sort des travailleurs, comprenne que *tout* syndicat quel qu'il soit, même si sa direction était révolutionnaire, ne serait pas un instrument suffisant pour transformer la société. Pourquoi? Parce que les syndicats n'organisent qu'une très petite minorité de la classe ouvrière et en général les plus qualifiés et les mieux payés. Pour inclure les opprimés et la majorité des travailleurs, les femmes, les travailleurs maghrébins et africains, etc., il faut déborder du cadre des syndicats. Pour cela il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, un parti comme le parti bolchévique, qui soit un *tribun du peuple révolutionnaire*.

Le chômage catastrophique parmi les jeunes, par exemple, est devenu un moyen classique de « diviser pour régner » pour l'Etat français qui utilise les jeunes intérimaires sous-payés comme arme contre les syndicats eux-mêmes. Là où cela acquiert une dimension sociale supplémentaire, c'est dans les banlieues avec les jeunes d'origine immigrée. Le chômage y prend des proportions astronomiques et les cités-ghettos sont constamment sous tension avec la répression brutale et la violence des flics. La gauche française et le mouvement ouvrier, qui sont capables de mobiliser dans



Le dernier numéro de *Spartacist* contient notamment un article démolissant les théories de Cliff et Shachtman, qui alléguaient que l'Union soviétique n'était pas un Etat ouvrier dégénéré, mais une sorte de société « capitaliste » avec une « nouvelle classe », et se sont faits les complices de la campagne de l'impérialisme pour la contre-révolution. Non seulement cette question est essentielle pour comprendre le monde post-soviétique dans lequel nous sommes, mais aussi elle revêt une actualité brûlante en Chine où nous, les trotskystes, sommes à notre poste pour défendre l'Etat ouvrier déformé chinois contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure.

Pour toute commande:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

10 FF



Le crétinisme parlementaire de Lutte ouvrière : il veut faire croire aux ouvriers qu'avec des pressions, le capitalisme peut être réformé pour devenir un système rationnel et équitable.

De notre point de vue, le plus important c'est que Lutte ouvrière, le groupe qui a mis son opposition au front populaire au centre de sa campagne électorale, a eu de bons résultats, et ce, directement aux dépens du Parti communiste (ce que beaucoup ont vu comme une « sanction » contre sa participation au gouvernement). En tant que révolutionnaires nous aurions pu donner un soutien critique à LO aux élections municipales. Pour LO l'opposition au front populaire n'est pas une question de principe, d'ailleurs LO ne l'appelle même pas par son nom, mais l'appelle la « gauche gouvernementale » pour ne pas faire directement référence à Trotsky, qui disait de cette forme de collaboration de classes que ce n'est « pas une tactique mais le plus grand des crimes ».

L'opposition de LO est entièrement conditionnelle et tactique, de plus ils ne s'opposent qu'à ce gouvernement particulier. Nous ne serions pas surpris si lors des prochaines présidentielles, LO manœuvrait pour une formation front-populiste un peu plus à gauche, avec peut-être le transfert de quelques députés, du château à l'Assemblée nationale. LO a ainsi attendu jusqu'à quasi-

la rue des dizaines de milliers d'ouvriers, n'ont presque rien fait pour protester contre la terreur policière devenue pratiquement la routine dans les cités des banlieues et pour montrer le lien entre cette terreur et la surexploitation de la jeunesse avec les emplois jeunes et le travail intérimaire. La gauche française, comme LO, ne fait que singer les mesures *racistes* de l'Etat français quand elle exige l'« assimilation » forcée des jeunes de la « deuxième génération » et réclame l'exclusion de jeunes filles qui portent le foulard islamique au lycée. Il est difficile de s'assimiler dans une société qui ne vous procure pas d'emploi et qui n'a que la répression policière à vous offrir ! L'indifférence de la gauche française et des directions traîtres du mouvement ouvrier à l'oppression raciale découle directement de leur perspective de collaboration de classes. Nous, trotskystes, pensons qu'il faut que les travailleurs et les minorités opprimées soient solidaires, sinon c'est ensemble qu'ils se feront écraser.

Ce que les municipales ont révélé

Les élections municipales de mars dernier ont révélé dans l'arène parlementaire ce que les grèves et les émeutes des banlieues avaient montré dans les usines et les rues du pays ces dernières années : les travailleurs et les minorités opprimées en ont assez ! Dans certains quartiers défavorisés le taux d'abstention à ces élections est monté jusqu'à **70 pour cent**. Les élections ont montré que la société française est une société très polarisée : la droite a gagné des voix, sauf à Paris ou à Lyon où la gauche a gagné, mais les groupes pseudo-trotskystes ont également gagné pas mal de terrain.

ment la veille du second tour pour déclarer catégoriquement qu'ils ne soutiendraient aucune liste du front populaire. En 1997, LO a aidé à élire le front populaire de Jospin. Dans le passé, à chaque fois que les ouvriers avaient des illusions dans le front populaire, LO capitulait devant. En 1981, ils ont appelé à voter Mitterrand « sans illusion mais sans réserve », prétendant que si les travailleurs voulaient ce gouvernement, ils devaient en faire l'expérience. Ou bien c'est soi-disant pour se battre contre le FN. LO a toujours un prétexte dans ces cas-là, mais aide en fait à mettre le front populaire au pouvoir sous prétexte qu'il faut « battre la droite » et voter pour « le moindre mal » au deuxième tour. En ce qui concerne le rôle de leurs propres élus, Arlette Laguiller ne pourrait pas être plus claire en ce qui concerne sa « politique de pression » : « Ils sauront mener une politique locale en faveur des exploités, en faisant pression sur la majorité municipale, quelle que soit sa couleur politique » (*Lutte Ouvrière*, 16 mars).

La LCR de Krivine s'est précipitée pour faire des allian-

Brochure de la LTF

Lutte ouvrière : ékonomisme et étroitesse nationale

Cette brochure, publiée en 1986, contient des textes et articles sur la conception du parti d'avant-garde léniniste, ainsi que de nombreux articles du *Bolchévik* polémiquant contre Lutte ouvrière sur la question de la lutte contre le fascisme et l'oppression raciste, ainsi que la question de la défense militaire inconditionnelle de l'URSS.

20FF (76 pages)

Commande : Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

ces électorales avec tous ceux qui le voulaient bien, que ce soit les PS et PC, ou les Verts et associations. Elle a gagné des sièges à Clermont-Ferrand en fusionnant sa liste avec celle du maire PS au deuxième tour, et au Kremlin-Bicêtre, au sud de Paris, en fusionnant avec une liste dirigée par le Mouvement des citoyens. Mais quand elle a vu que LO remportait un certain succès et capitalisait sur la colère justifiée des travailleurs et des opprimés contre le gouvernement parce que les listes LO étaient les seules qui s'opposaient au gouvernement dans ces élections, la LCR a cyniquement déclaré «allions-nous pour les présidentielles» et nous arrêterons aussi de soutenir le gouvernement! Le programme et les principes n'ont absolument rien à voir avec ça, comme l'explique Krivine dans *Libération* (25 avril): si LO et la LCR ont des listes séparées l'an prochain, il faut s'attendre à ce qu'ils aient moins de 10 % de voix alors qu'ils pourraient s'ils avaient une liste commune dépasser les 10 %.

Les affiches électorales de LO et de la LCR, reproduites dans *Lutte de classe* n° 57 (mars-avril), sont révélatrices. Les affiches de la LCR sont toutes sur l'écologie, la qualité de l'air, les espaces verts, les crèches, les moratoriums sur les routes, la recherche artistique, bla bla bla. Sur les affiches de LO il n'y a que de simples revendications économiques de 10 mots ou moins, sur les retraites, les salaires, ou les avantages sociaux - rien au-delà de l'usine. Personne ne soupçonnerait, à lire les affiches électorales de LO et de la LCR, que les cités-ghettos autour de Paris, Lyon, Nice sont en éruption et que tous les jours des jeunes se font agresser par les flics, ou que des milliers d'immigrés «sans-papiers» sont détenus dans des camps de rétention en attente d'expulsion.

Des jeunes et des travailleurs se sont tournés vers Lutte ouvrière parce qu'ils y voyaient une alternative au Parti communiste, et maintenant ils se rendent compte que tout ce que LO a à leur offrir c'est plus ou moins le même programme fondamentalement réformiste. Ce que LO veut c'est plus de travail social et une police qui a «plus de tact». Ils veulent interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits. Bref, LO veut un capitalisme à visage humain. Mais c'est le capitalisme qui engendre la misère et l'oppression et on ne peut les éradiquer qu'en renversant le capitalisme lui-même, par une révolution. Le programme de LO ne sert donc qu'à détourner la colère ouvrière en pressions sur le gouvernement capitaliste pour obtenir des réformes. LO est donc un obstacle à la révolution et non une organisation qui libère les travailleurs et les opprimés.

Il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire!

La Révolution russe d'Octobre 1917 a énormément inspiré les travailleurs du monde entier. Beaucoup de syndicalistes ont appris, à travers l'expérience des bolchéviks, que pour renverser le capitalisme il fallait un parti d'avant-garde de

révolutionnaires professionnels. Les meilleurs militants syndicalistes, comme James P. Cannon, fondateur du trotskysme américain, et Alfred Rosmer en France, ont été recrutés à la lutte pour construire un parti révolutionnaire qui dirige une révolution internationale. Dans les années qui ont suivi la Révolution russe, Trotsky a consacré beaucoup de temps et d'efforts à gagner des syndicalistes de gauche au parti révolutionnaire. Dans une lettre au dirigeant syndicaliste Pierre Monatte, Trotsky expliquait ainsi la nécessité de construire un parti d'avant-garde révolutionnaire:

«Le but de la classe ouvrière, c'est de chasser du pouvoir la bourgeoisie, de détruire ses instruments d'oppression et de contrainte, de créer ses propres organes de dictature ouvrière,



Oxford University Press

En 1920, lors du Deuxième Congrès, Trotsky s'est battu pour que l'Internationale communiste s'adresse et gagne les meilleurs militants syndicalistes révolutionnaires et anarchistes.

afin d'écraser la résistance de la bourgeoisie et de transformer le plus rapidement possible tous les rapports sociaux dans le sens communiste. [...] Mais comme vous le savez, au sein même de la classe ouvrière, tous les éléments ne sont pas également conscients. Le but à atteindre par la révolution n'apparaît clairement, dans toute son ampleur, qu'à la minorité révolutionnaire la plus consciente du prolétariat. Ce qui fait la force de cette minorité, c'est que plus elle agit avec fermeté, résolution et assurance, plus elle trouve de soutien dans la masse ouvrière innombrable demeurée en arrière. Mais [...] il est indispensable que la classe ouvrière ait à sa tête, dans toutes les manifestations de sa vie, les meilleurs et les plus conscients de ses membres et que ces derniers demeurent inébranlablement fidèles à leur drapeau [...]. »

— Lettre à un syndicaliste français, 31 juillet 1920

La Ligue trotskyste de France, et nos camarades de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) de par le monde, luttons dans la tradition du bolchévisme pour apporter au prolétariat la conscience de sa tâche historique de fossoyeur du capitalisme. Pour balayer ce système capitaliste et éliminer le racisme et la guerre, il faut construire un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste pour rallier toutes les formes de résistance à la misère et l'oppression et créer une société socialiste égalitaire ici et internationalement. Pour de nouvelles révolutions d'Octobre!

Chine...

Suite de la page 32

hypocrisie impérialiste, déclarait dans une émission télévisée (« Lehrer News Hour ») du 4 avril : « Si les Etats-Unis avaient remarqué ce genre de mission de surveillance le long de leurs côtes, si près de leur espace aérien [...], si vous aviez perdu un pilote et un avion, je crois que votre réaction aurait été très différente. » Quand les Etats-Unis ont saisi un MIG-25 soviétique en 1976, il n'ont guère tenu compte du « droit international » et ont démonté totalement l'avion pour l'expédier deux mois plus tard en pièces détachées.

Le contexte de cette provocation de l'avion-espion, c'est un changement dans la politique étrangère US vers « une ère de confrontation directe avec la Chine », comme l'a évoqué Donald Rumsfeld, le ministre de la défense de Bush, lors d'une revue de politique étrangère. La Chine a été déclarée ennemi numéro 1. Le *Guardian* de Londres (24 mars), couvrant cette revue politique que la presse américaine n'a pratiquement pas mentionnée, parle de « la décision de Washington de tourner davantage de canons et missiles vers la Chine » estimée être désormais « la principale menace à la domination mondiale des Etats-Unis ». Dans les dernières années du gouvernement Clinton, les Etats-Unis ont réorienté une partie importante de leurs forces militaires vers la région Asie-Pacifique.

Juste avant la provocation US en mer de Chine, une équipe du Pentagone s'était rendue à Taïwan pour négocier une liste d'armes à fournir à cet Etat capitaliste sponsorisé par les Etats-Unis, qui comprenait des destroyers équipés de systèmes Aegis qui peuvent intercepter les missiles chinois. Taïwan est une épée dirigée contre le flanc de la République populaire de Chine depuis que les forces nationalistes de Chiang Kai-shek s'y sont réfugiées en 1949.

Les Etats-Unis ont plus de 100 000 soldats stationnés dans la région Asie-Pacifique, y compris 47 000 soldats au Japon et 37 000 en Corée du Sud. Les Etats-Unis ont augmenté le nombre de missions aériennes de surveillance contre la Chine et la Corée du Nord. Les projets d'un bouclier antimissiles « de théâtre » en Asie sont carrément dirigés contre les missiles chinois et visent aussi la Corée du Nord. L'an dernier, les Etats-Unis ont mené plus de 50

manœuvres militaires conjointes avec le Japon, l'Australie, la Corée du Sud, les Philippines etc. Il n'y en avait jamais eu autant depuis la chute de l'Union soviétique. Les Etats-Unis ont récemment passé un accord avec Singapour pour utiliser un port militaire en eaux profondes, le deuxième dont dispose en Asie du Sud-Est les porte-avions américains depuis la fermeture de la base navale de Subic Bay aux Philippines en 1992. Le nouveau port est situé à l'embouchure du détroit de Malacca, stratégique parce que c'est par là que passent les cargos fournissant le Japon en pétrole.

Le coup monté raciste contre Wen Ho Lee, le chercheur de Los Alamos, était un des signes de l'attitude belliqueuse croissante des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine. Comme nous l'avons écrit dans « L'hystérie anti-espion chinois attise le racisme contre les Asiatiques » (*Workers Vanguard* n° 719, 17 septembre 1999) :

« Même si Lee avait, intentionnellement ou non, fourni des secrets militaires à la République populaire de Chine, ce ne serait pas un crime du point de vue de la classe ouvrière internationale. [...] Notre défense militaire inconditionnelle de la Chine et des autres Etats ouvriers déformés qui restent, le Vietnam, Cuba et la Corée du Nord, contre l'impérialisme et la contre-révolution interne, comprend nécessairement le droit pour ces Etats d'amasser et de tester des armes nucléaires et de se les procurer par tous les moyens nécessaires. »

La Chine a annoncé le mois dernier une augmentation de 18 % de ses dépenses militaires cette année, mais ce budget militaire n'est encore qu'une petite fraction de celui du Pentagone. La Chine a acheté des destroyers Sovremenny à missiles téléguidés, quatre sous-marins de classe Kilo qui ont la réputation d'être aussi silencieux que les sous-marins américains les plus modernes, des avions de combat SU-27 et des missiles de pointe. L'avion-espion EP-3E avait précisément pour mission de surveiller les destroyers Sovremenny et les sous-marins, ainsi que de tester la défense aérienne chinoise.

Lors de grandes manœuvres en 1987, un missile téléguidé US avait atterri dans les eaux territoriales soviétiques tout près d'une base navale ultra-secrète sur la péninsule du Kamtchatka dans l'Extrême-Orient soviétique. Ces manœuvres « coucou fais-moi peur » avaient pour but de déclencher des actions de défense et de communications afin qu'elles puissent être observées et analysées. En 1983, les services de renseignements US avaient fait survoler le Kamtchatka

Disponibles en Chinois



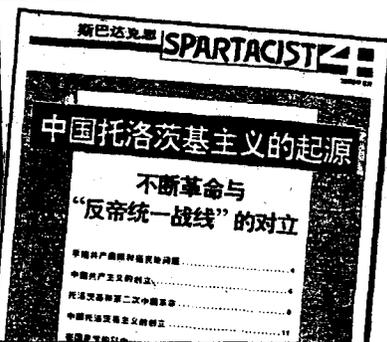
La Chine à un tournant : révolution politique ouvrière ou esclavage capitaliste ?

5FF
(24 pages)

Commande :
Le Bolchévik
B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10



Déclaration de principes et quelques éléments de programme de la LCI
5FF (20 pages)



Révolution permanente contre « front unique anti-impérialiste »
Les origines du trotskysme chinois
5FF (20 pages)



Xinhua

Héros militaires chinois fêtés par les Nord-Coréens pour célébrer le cessez-le-feu de 1953. L'entrée de l'armée chinoise dans la guerre de Corée a joué un rôle crucial pour vaincre l'assaut impérialiste contre la Corée du Nord et défendre la Révolution chinoise.

par un avion civil coréen, le KAL 007, afin que des avions-espions P-3 (prédécesseurs des EP-3E) puissent observer le système de défense soviétique. Cette provocation impérialiste coûta la vie à plus de 200 passagers innocents lorsque la défense aérienne soviétique, qui avait pris le KAL 007 pour un avion militaire US pénétrant dans le territoire aérien soviétique, descendit l'appareil. Les chefs de l'impérialisme US, le doigt sur la gâchette nucléaire, risquaient constamment d'incinérer le monde dans leur acharnement à détruire l'Etat ouvrier dégénéré soviétique.

Les rivalités impérialistes s'accroissent

En première page du *Corriere della Sera* de Milan il y a deux semaines, l'ancien ambassadeur d'Italie aux USA décrivait ainsi Bush: «un jeune président qui gouverne le monde mais qui ne connaît vraiment que le Texas.» L'équipe de Bush fait vraiment peur. Elle est tellement bourrée d'intégristes chrétiens et de militaristes d'extrême droite, que le secrétaire d'Etat Colin Powell, l'architecte du massacre de dizaines de milliers d'Irakiens lors de la guerre du Golfe de 1991, apparaît comme la «voix de la modération». Beaucoup faisaient déjà partie de l'équipe de Reagan avec son Contragate et ses opérations de terreur contre les insurgés de gauche d'Amérique latine. Aujourd'hui ils visent la Chine mais font de plus en plus de provocations contre la Corée du Nord, la Russie capitaliste et même leurs alliés européens, comme l'a montré par exemple le renvoi de 50 diplomates russes et l'ultimatum au président sud-coréen Kim Daé Jung pour qu'il arrête de négocier avec le Nord.

Edward Luttwack, un stratège conservateur, recommande que les Etats-Unis essayent de jouer la Russie, la Chine et la Corée du Nord les uns contre les autres. Notant les récentes provocations américaines contre ces trois pays, il faisait remarquer, dans un article du *Los Angeles Times* du 28 mars intitulé «L'équipe de politique étrangère casse la baraque»: «Ce qu'on ne peut pas expliquer dans le cadre d'une politique étrangère rationnelle, c'est que les trois

opérations ont été mises en œuvre en même temps.» Et le *Wall Street Journal* (4 avril), un des journaux bourgeois les plus bellicistes, s'attaquait aux «anti-Pékin durs» et prenait la défense de ceux qui dans le gouvernement sont pour faire des affaires avec la Chine, notant que «la Chine est un marché lucratif et un site industriel».

Les anciens réaganiens qui sont maintenant conseillers de Bush junior rêvent peut-être encore du temps où Reagan menait la croisade contre «l'empire du mal» soviétique, mais le monde n'est plus ce qu'il était dans les années 1980. Avec la destruction de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, il n'y a plus ce ciment qui maintenait l'unité des puissances capitalistes sous la coupe des Etats-Unis. L'Union européenne, profitant du rejet de la Corée du Nord par Bush, a entrepris d'établir

Vient de paraître



**Allemagne
1989-1990 :
révolution ou
contre-révolution
et
Révolte des
mineurs chinois
contre les
« réformes de
marché »**

5 FF (20 pages)

Commande :
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

des relations diplomatiques avec le Nord. Le refroidissement des relations entre Washington et Moscou a poussé l'Union européenne à annoncer un « partenariat stratégique » avec la Russie de Poutine. Washington s'est violemment opposé à la création d'une « force d'intervention rapide » en dehors de l'OTAN, dominée par les Etats-Unis. La veille de la visite du chancelier allemand Schröder, Bush a annoncé de façon provocante qu'il rejetait les accords de Kyoto sur l'environnement préconisés par les Européens, s'exposant ainsi à un torrent de critiques de la part de l'Union européenne. Lorsque Colin Powell a rendu visite à Chirac le 11 avril, celui-ci lui a fait part de « ses préoccupations » sur toutes les questions qu'il a soulevées avec lui », que ce soit le Proche-Orient, l'Irak, les accords de Kyoto ou le projet de défense antimissile (*le Monde*, 13 avril). Si l'impérialisme français (qui de toutes les puissances européennes est celle qui donne avec le plus de vigueur dans le chauvinisme anti-américain), n'a pas jugé bon de soulever la question de l'avion-espion, ce n'est que parce qu'il est aussi anticommuniste que la bourgeoisie américaine elle-même.

L'exacerbation des tensions entre les Etats-Unis et le Japon a été aussi mise en évidence en février dernier lorsqu'un sous-marin américain a par négligence coulé un bateau de pêche japonais près de Hawaï, créant un tollé au Japon exacerbé par l'indifférence méprisante des Etats-Unis. Récemment les Etats-Unis ont fait fi d'un accord vieux de plus de 40 ans en envoyant un porte-avions nucléaire dans un port japonais sans même en demander l'autorisation. Cela a ravivé l'opposition aux bases américaines au Japon, en particulier à Okinawa où il y a une concentration de soldats américains, et l'exigence, que les nationalistes de droite poussent depuis longtemps, d'accroître les forces militaires japonaises.

Les tensions qui montent entre les Etats-Unis et leurs rivaux impérialistes mettent aussi en lumière la tendance inhérente à la concurrence entre les puissances impérialistes pour le contrôle des marchés mondiaux, des sources de matières premières et de main-d'œuvre à bon marché. Ces tensions ne feront que s'intensifier au fur et à mesure que la crise économique mondiale va s'accroître. Comme l'ont montré la Première et la Deuxième Guerres mondiales, cette concurrence ne peut se résoudre que par la guerre, qui dans ce cas risque d'annihiler l'humanité tout entière avec des armes nucléaires. Entre-temps, les gouvernements capitalistes utilisent ces tensions pour encourager le chauvinisme et détourner l'attention des ouvriers du chômage et de l'appauvrissement croissants.

Le « gros lot » pour les puissances impérialistes rivales, c'est de reconquérir la Chine à l'exploitation capitaliste. Les capitalistes français sont un peu en retard sur leurs rivaux américains, japonais et allemands en ce qui concerne la reconquête des marchés chinois, mais ils n'en sont pas

moins rapaces. Le 24 mars dernier, Michelin signait un accord pour une *joint venture* avec la Shanghai Tire and Rubber Corporation, commentant triomphalement : « C'est la première fois qu'un étranger dispose de la majorité du capital dans une entreprise commune avec un groupe chinois dans un secteur considéré comme stratégique » (*le Monde*, 28 mars). La restauration du capitalisme en Chine serait une défaite historique pour les travailleurs et tous les peuples opprimés du monde. Cela ne ferait aussi que déclencher une compétition encore plus effrénée entre les puissances impérialistes pour se partager le butin. C'est en grande partie pour le « droit » d'exploiter la Chine que la guerre du Pacifique de 1941-1945 entre les Etats-Unis et le Japon a eu lieu.



Xinhua

Le courageux pilote chinois Wang Wei

La bureaucratie de Pékin sur la corde raide

Le régime du président chinois Jiang Zemin a fait tout ce qu'il pouvait pour parvenir à un accord avec les Etats-Unis, mais l'arrogance du gouvernement impérialiste américain a provoqué la colère dans de nombreux secteurs de la population chinoise. « Evidemment qu'il faut qu'ils demandent des excuses en bonne et due forme » s'exclamait une résidente de Pékin citée dans le *Financial Times* de Londres (7 avril). Elle poursuivait : « Si on les laisse nous bousculer une fois, cela va se reproduire tout le temps comme au temps où la Chine était faible. » L'article notait que c'était « un sentiment que l'on rencontrait partout ».

Le régime de Pékin a interdit toute manifestation publique en Chine contre la provocation US.

Ils ont refusé l'autorisation de manifester à plus de 50 groupes universitaires qui l'avaient demandée. C'est en grande partie parce que le régime ne veut pas faire de tort aux accords commerciaux qui font partie de leur programme de « réformes de marché ». Mais surtout, la bureaucratie craint que toute manifestation contre la provocation impérialiste n'attire la classe ouvrière combative et mécontente. On dit que même en 1999 lors de la guerre contre la Serbie, lorsque l'ambassade de Chine à Belgrade a été bombardée par l'OTAN, le régime autorisait des manifestations mais il interdisait aux délégations d'ouvriers de s'y joindre. La bureaucratie est terrifiée par le spectre du soulèvement de Tiananmen en 1989, lorsque la classe ouvrière s'est jointe aux manifestations étudiantes, marquant le début d'une révolution politique.

Le 5 avril, la police de Pékin a arrêté quatre hommes qui tentaient de manifester devant l'ambassade US. Un des panneaux qu'ils portaient disait : « Nous ne voulons pas des dollars US, nous voulons la dignité. » Mais le régime de Jiang, lui, veut des dollars, et des deutschmarks, et des yens, et des francs. « Au fur et à mesure que la crise de l'avion-espion se déroulait », faisait observer le *Financial Times*, « la colère nationale montait, et c'était devenu un refrain de critiquer les dirigeants nationaux pour leur



Magnum



DeChillo/NY Times

L'alliance antisoviétique de Mao avec l'impérialisme US, scellée lors de la rencontre de 1972 à Pékin avec Nixon, a contribué à ouvrir la voie à la pénétration impérialiste de la Chine. Le président chinois Jiang Zemin à Wall Street en 1997.

«mollesse» vis-à-vis des Etats-Unis. Il y a aussi de plus en plus de tensions au sein de la bureaucratie elle-même, entre les éléments pro-occidentaux et ceux, en particulier dans l'armée, qui veulent maintenir une ligne plus dure contre l'agression US.

Ce n'est pas avec un nationalisme chinois de «grande puissance» que la tentative d'assujettissement impérialiste pourra être repoussée. Ce nationalisme ne servirait qu'à lier le prolétariat chinois à la bourgeoisie qui a été chassée du pays en 1949. Dans «La Chine à un tournant: révolution politique ouvrière ou esclavage capitaliste?» (*Spartacist* édition française n° 31, automne 1997) nous expliquons :

«Le nationalisme, qui est une idéologie née alors que le capitalisme émergeait de la société féodale, est une *fausse conscience* pour le prolétariat chinois. Mais c'est l'idéologie appropriée pour les capitalistes de Hongkong et la bourgeoisie naissante en Chine continentale. Le nationalisme a joué un rôle politique important dans la vague contre-révolutionnaire qui a déferlé sur l'URSS et l'Europe de l'Est: que ce soit le nationalisme des peuples minoritaires, encouragé pendant des

décennies par le Département d'Etat américain et la CIA, ou le chauvinisme de la caste dirigeante, dont certains éléments considéraient le régime capitaliste comme la voie vers le statut de grande puissance [...]. En Chine, le nationalisme joue déjà un rôle similaire.»

Le fait que la bureaucratie invite la bourgeoisie de Taïwan à se réunifier avec elle sur la base d'«un pays, deux systèmes» le montre très clairement. Nous appelons à la *réunification révolutionnaire* par la révolution socialiste à Taïwan et une révolution politique prolétarienne en Chine populaire.

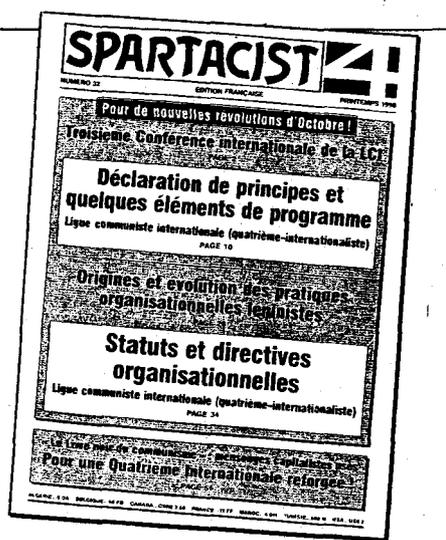
La mémoire de l'oppression sous le joug de l'impérialisme occidental et japonais est profondément ancrée dans la conscience de la population chinoise, qui est également très consciente des attaques et provocations militaires américaines contre la Révolution de 1949. Il aura fallu que le Parti communiste chinois (PCC) et l'Armée populaire de libération (APL) renversent la bourgeoisie compradore corrompue et créent du même coup un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé en 1949, pour qu'il soit mis fin à l'ère de domination impérialiste, avec ses guerres de l'Opium et le

découpage de la Chine entre les diverses puissances coloniales. On ne peut défendre cet Etat ouvrier - contre l'agression impérialiste et la contre-révolution interne - que sur la base de l'internationalisme prolétarien: en cherchant à mobiliser pour une révolution socialiste les travailleurs de Corée du Sud, du Japon, des Etats-Unis et du reste du monde.

En mai 1940, Léon Trotsky, qui avait dirigé la révolution d'Octobre 1917 avec Lénine, écrivait à propos de l'Union soviétique dans le «Manifeste de la IV^e Internationale sur la Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale» quelque chose qui s'applique tout à fait à la Chine aujourd'hui :



N° 31, automne 1997, 10 F (64 pages)



N° 32, printemps 1998, 12 F (56 pages)

Commande : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

«La IV^e Internationale ne peut défendre l'URSS que par les méthodes de la lutte des classes révolutionnaire.[...] Nous rejetons carrément la théorie du socialisme dans un seul pays, qui est née du cerveau du stalinisme ignorant et réactionnaire. Seule la révolution mondiale peut sauver l'URSS pour le socialisme. Mais la révolution mondiale apporte avec elle l'élimination inévitable de l'oligarchie du Kremlin.»

L'alliance de Mao avec l'impérialisme US

On pouvait lire sur un message Internet en Chine, signé «Nouvelle force des ouvriers licenciés»: «Le président Mao nous manque.» Cela reflète un sentiment répandu de rancœur contre le régime de Pékin et son conciliationnisme vis-à-vis de l'impérialisme US. C'est pourtant Mao qui avait consommé l'alliance criminelle avec l'impérialisme américain dirigée contre l'Union soviétique. Cette alliance était apparue au grand jour lors du voyage de Nixon à Pékin en 1972, alors que les bombes américaines s'abattaient sur le Vietnam. L'alliance antisoviétique scellée par Mao s'est encore renforcée sous Deng Xiaoping, avec l'invasion manquée du Vietnam en 1979, son soutien en Afghanistan aux terroristes *moudjahidins* soutenus par la CIA ainsi que l'installation de postes d'écoute de la CIA sur la frontière commune entre la Chine et l'URSS. En appar-



Workers Vanguard

Manifestants anti-américains arrêtés à Pékin le 5 avril. Le régime stalinien craint que les protestations ne déclenchent une explosion du prolétariat chinois mécontent.

tant son aide à la destruction de l'URSS, la bureaucratie de Pékin a contribué à mettre l'existence même de l'Etat ouvrier déformé chinois en danger face à l'impérialisme. Dans «La Chine de Deng et la révolution politique» (*Spartacist* édition anglaise n° 41-42, hiver 1987-1988) nous mettions en garde que le cours antisoviétique et nationaliste de Mao-Deng allait «un jour ou l'autre conduire la Chine au désastre, à la contre-révolution sanglante et à la recolonisation du pays sous le joug de l'impérialisme».

Beaucoup de ce qui est écrit sur le retour à Mao représente en fait du nationalisme chinois, mais on trouve aussi un élément de nostalgie pour l'égalitarisme relatif qui régnait au temps de Mao. Les réformes de marché du régime actuel ont en effet introduit une corruption généralisée, des inégalités économiques de plus en plus grandes, ainsi que



AP

Travailleurs migrants à la gare de Shanghai

du chômage et la perte d'avantages sociaux autrefois garantis. Mais la politique du régime de Mao était basée sur le dogme stalinien antirévolutionnaire de la «construction du socialisme dans un seul pays». Les moments les plus marquants en ont été la politique d'autarcie économique et d'aventurisme économique du «Grand Bond en avant» des années 1950. Et en même temps, en poursuivant une politique de conciliation avec l'impérialisme au nom de la «coexistence pacifique», le régime de Mao jetait les bases de la politique du régime actuel.

Les héritiers de Mao ont laissé l'impérialisme pénétrer de plus en plus dans le pays. Le prolétariat y a opposé une résistance massive, avec des dizaines de milliers de grèves et manifestations ouvrières chaque année. Le premier ministre chinois Zhu Rongji, chargé de pousser les «réformes de marché» encore plus loin, a annoncé début avril une campagne contre la corruption et autres formes d'«excès commerciaux». Ceci reflète bien la nature contradictoire et précaire de la bureaucratie stalinienne. Le *Financial Times* (5 avril) rapportait aussi: «Le mois dernier le *Quotidien du Peuple* a publié un éditorial attaquant le capitalisme et la mondialisation à cause du déséquilibre dans les revenus que ceux-ci produisent. On a rarement (peut-être même jamais) autant mis en avant des opinions comme celle-ci ces trois dernières années.»

La bureaucratie stalinienne n'est pas une classe possédante mais une caste parasitaire. Tout en reposant sur des formes de propriété prolétariennes, la bureaucratie joue en même temps le rôle de courroie de transmission pour les pressions du marché capitaliste mondial sur l'Etat ouvrier déformé. Mais elle a dû manœuvrer avec prudence pour introduire ses mesures procapitalistes car elle craint fort une explosion ouvrière. Comme nous l'avons écrit dans «Où va la Chine? Le «socialisme de marché» et l'héritage de Mao» (*Workers Vanguard* n° 743, 6 octobre 2000):

«En poursuivant ses «réformes de marché» et en ouvrant la porte à l'exploitation des impérialistes occidentaux et japonais et à celle de la bourgeoisie de Taïwan, le régime de Pékin est en train de paver la voie à la restauration capitaliste. En même temps, il prépare aussi le terrain à une nouvelle explosion révolutionnaire prolétarienne – pas une révolution *so-ciale*, qui renverserait les fondations économiques de la société comme en 1949, mais une révolution *politique* qui chasse la bureaucratie en place et remette le pouvoir politique

dans les mains des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans (soviets). Mais la condition préalable à une telle révolution politique, c'est la *défense inconditionnelle de l'économie collectivisée et planifiée*, qui est le fondement social de l'Etat ouvrier (bureaucratiquement déformé). »

La tâche urgente, c'est de construire un parti trotskyste pour donner une direction au prolétariat combatif et lier sa lutte pour une révolution politique à la lutte pour des révolutions socialistes dans les bastions impérialistes.

Pour l'internationalisme prolétarien

Une Chine révolutionnaire des conseils ouvriers et paysans, issue d'une révolution politique prolétarienne, aurait à faire face à une réaction impérialiste virulente. Il faudrait que le gouvernement ouvrier et paysan révolutionnaire, tout en faisant tout ce qu'il peut pour aider la lutte pour des révolutions socialistes dans le monde, prenne aussi des mesures économiques et militaires nécessaires à sa propre défense. Pour cela il faudrait qu'il reconsolide la planification économique centrale sur la base de l'industrie d'Etat. Avec un gouvernement basé sur la démocratie ouvrière et dirigé par un parti léniniste-trotskyiste, et avec une économie planifiée, on parviendrait alors à une croissance économique maximale tout en éradiquant les inégalités extrêmes que l'on voit aujourd'hui en Chine. Il faudrait utiliser le monopole d'Etat sur le commerce extérieur pour encourager les importations et exportations sur le marché mondial en profitant pleinement de la division du travail au niveau international. Nous nous opposons à l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), non pas parce que nous soutenons l'autarcie économique maoïste, mais parce que cette entrée minerait encore plus le monopole du commerce extérieur et l'économie collectivisée.

La concurrence pour les marchés entre les divers impérialistes donnerait une certaine marge de manœuvre à un régime révolutionnaire. L'Etat ouvrier soviétique issu de la révolution d'Octobre 1917, et dirigé par Lénine et Trotsky, avait profité de ces rivalités pour passer des accords militaires et commerciaux avec l'Allemagne et d'autres pays capitalistes. Mais pour les bolchéviks, qui étaient des internationalistes révolutionnaires, le but était de gagner du temps jusqu'à la victoire de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés. Et ils la préparaient en construisant la Troisième Internationale (communiste). La bureaucratie stalinienne, qui a usurpé le pouvoir dans une contre-révolution politique en 1923-1924, a élaboré un dogme antimarxiste, le «socialisme dans un seul pays», et a transformé les partis communistes des autres pays en monnaie d'échange en recherchant une illusoire «coexistence pacifique» avec l'impérialisme. C'est ce programme qui a conduit à la destruction de l'Etat ouvrier soviétique, avec la contre-révolution capitaliste de 1991-1992.

La misère qui règne dans l'ex-Union soviétique aujourd'hui, la destruction totale de l'industrie et des services sociaux, le chômage massif, la chute choquante de l'espérance de vie, tout cela démontre la supériorité d'une économie planifiée par rapport au chaos capitaliste. C'est une leçon non seulement pour le prolétariat chinois mais pour la classe ouvrière et les minorités, aux Etats-Unis et

dans les autres pays capitalistes comme la France. Car après des années de coupes salariales et de réduction des avantages sociaux, ils se trouvent confrontés à des licenciements massifs alors que la récession économique ne s'est même pas encore installée.

En France les sociaux-démocrates du PS et du PC stalinien gèrent depuis 20 ans (avec quelques interruptions) l'Etat de l'impérialisme français assassin. Ils ont présidé à la destruction d'acquis durement gagnés par les ouvriers, ainsi qu'aux attaques de l'impérialisme français contre les ouvriers et peuples opprimés au niveau international sous couvert des «droits de l'homme». Mitterrand était aux avant-postes de la campagne antisoviétique pendant la guerre froide des années 1980. La soi-disant extrême gauche française, comme la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de Krivine et Lutte ouvrière (LO) avec Arlette Laguiller ont voté pour Mitterrand en 1981 et ont soutenu ses campagnes antisoviétiques, des *moudjahidins* afghans aux réactionnaires cléricaux de Solidarność en Pologne. Ils ont aussi voté pour le front populaire de Jospin-Gayssot en 1997 (quoiqu'avec des réserves en ce qui concerne LO). Il n'est donc pas surprenant qu'ils refusent aujourd'hui de défendre la Chine contre la menace impérialiste actuelle.

Rouge, le journal de la LCR, tout en dénonçant les prétentions américaines à l'hégémonie, qui menace les propres ambitions impériales de la France, n'a pas manqué non plus de faire porter une partie de la responsabilité de la provocation impérialiste à sa victime: «Sans doute, dans ce jeu du chat et de la souris, le régime chinois porte-t-il sa part de responsabilité» (5 avril). LO est moins explicite mais a traité toute l'affaire avec dérision. Comme pour montrer qu'elle ne se soucie guère du sort de la Chine, LO intitulait son article «Les tribulations d'un avion américain en Chine» parodiant le titre du roman de Jules Verne (pour une analyse plus approfondie, voir notre article «LO, la LCR et la question russe» dans *le Bolchévik* n° 153, été 2000).

Défendre l'Etat ouvrier déformé chinois contre l'impérialisme est directement et immédiatement dans l'intérêt des travailleurs du monde entier. La restauration capitaliste en Chine encouragerait les impérialistes dans le monde entier, et ils redoubleraient leurs attaques contre la classe ouvrière et les minorités de leur pays, comme cela s'est produit après la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS. Cela ne ferait aussi que mettre le monde encore plus en danger. La Ligue communiste internationale se bat pour reforge la Quatrième Internationale de Trotsky, le parti mondial de la révolution socialiste, qui est l'instrument indispensable pour diriger le prolétariat dans la lutte pour de nouvelles révolutions d'Octobre à travers le monde.

- Adapté de *Workers Vanguard* n° 756, 13 avril

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen Cedex
02 35 73 74 47

La provocation de l'avion-espion US

Défense de la Chine !



Avion-espion américain immobilisé sur l'île de Hainan en République populaire de Chine.

15 avril - On ne sait pas vraiment ce qui s'est passé au-dessus de l'île chinoise de Hainan il y a deux semaines, quoique la version de Pékin soit beaucoup plus plausible que celle de Washington. Mais de toute façon la provocation de l'avion-espion US n'était pas un accident. Cela faisait partie d'une escalade calculée et délibérée de la pression militaire américaine sur la République populaire de Chine, qui a pour objectif de parvenir à écraser la Révolution chinoise de 1949 et de réimposer le joug de l'exploitation impérialiste aux masses travailleuses chinoises. Nous sommes des internationalistes prolétariens : la Ligue communiste internationale proclame sa solidarité avec le prolétariat et l'Etat ouvrier chinois, si bureaucratiquement déformé soit-il. Nous rendons hommage à Wang Wei, le pilote porté disparu après avoir défendu son pays contre l'espionnage et la provocation impérialistes.

Avec toute l'arrogance qu'on peut avoir quand on se proclame «la seule superpuissance du monde», l'impérialisme US pensait qu'il pourrait dicter à la Chine les termes de sa soumission. Le président Bush a impérieusement exigé le retour immédiat de l'avion EP-3E et de son équipage. Pendant ce temps, les médias américains traitaient le pilote chinois abattu de «cow-boy» qui ne savait pas ce

qu'il faisait et qui n'a eu que ce qu'il méritait. Mais, à la différence des petits pays sans défense que le gouvernement des Etats-Unis a l'habitude de piétiner régulièrement, la Chine ne fait pas partie de la catégorie des Etats «voyous»... parce qu'elle a des armes nucléaires.

Quand Pékin a refusé de s'incliner devant le diktat de «Xiao Bushi» (le petit Bush) et de sa bande de conseillers en politique étrangère assoiffés de pouvoir, Washington a changé de ton, a exprimé des «regrets» pour avoir tué le pilote chinois et a cherché à négocier pour mettre fin à la crise. Les Etats-Unis ont accepté que l'armée chinoise examine l'EP-3E, l'avion-espion le plus sophistiqué de la marine US. C'est une aubaine pour les services de renseignement chinois et ils devraient la partager avec les Etats ouvriers du Vietnam, de la Corée du Nord et de Cuba.

Invokant la loi internationale, Washington au départ avait prétendu que l'EP-3E qui avait atterri sur la piste de Hainan était territoire souverain, interdit au personnel militaire chinois. Il prétendait aussi qu'il avait le «droit» inaliénable d'espionner jusqu'aux rivages de la Chine. L'ambassadeur de Chine Yang Jiechi, coupant court à cette

Suite page 26



La provocation impérialiste s'inscrit dans une escalade calculée de pressions militaires contre l'Etat ouvrier déformé chinois.

Xinhua